

ENTENTE DE RÈGLEMENT

(l' « **Entente de règlement** »)

ENTRE : **JOHN BRANDONE**, résidant au 10315, rue Thomas-Paine, district de Montréal, province de Québec, H1C 0B6

(ci-après « **Brandone** »)

ET : **BERTA RICCIUTTI**, résidant au 10339, rue Thomas-Paine, district de Montréal, province de Québec, H1C 0C3

(ci-après « **Ricciutti** »)

ET : **VINCE BASCIANO**, résidant au 10331, rue Thomas-Paine, district de Montréal, province de Québec, H1C 0B6

(ci-après « **Basciano** », collectivement avec Brandone et Ricciuti, les « **Demandeurs** »)

ET : **RECY-BÉTON INC.**, personne morale constituée en vertu des lois du Québec, ayant une place d'affaires au 2000-630, boul. René-Lévesque Ouest, district de Montréal, province de Québec, H3B 1S6

(ci-après « **Recy-Béton** »)

ET : **CONCASSAGE TRANS-CANADA LTÉE**, personne morale constituée en vertu des lois du Canada, ayant une place d'affaires au 2000-630, boul. René-Lévesque Ouest, district de Montréal, province de Québec, H3B 1S6

(ci-après « **CTC** », collectivement avec Recy-Béton, les « **Défenderesses** »)

(Les Demandeurs et les Défenderesses collectivement ci-après les « **Parties** »)

1. PRÉAMBULE

1.1 **ATTENDU QUE** les Demandeurs sont tous des résidents de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (« **RDP** ») à Montréal, Québec;

- 1.2 **ATTENDU QUE** jusqu'au 5 décembre 2022, Recy-Béton exploitait une installation de récupération et de recyclage de déchets de construction au 10575, boul. Henri-Bourassa Est à RDP, lequel terrain appartenait alors à la CTC (l'« **Installation** »);
- 1.3 **ATTENDU QUE** les Demandeurs ont déposé le 30 décembre 2020 une *Application for Authorization to Institute a Class Action, to Obtain the Status of Representatives and Injunction* » (la « **Demande initiale** ») au dossier de la Cour supérieure de Montréal (la « **Cour** ») portant le numéro 500-06-001116-207 (les « **Procédures** »);
- 1.4 **ATTENDU QUE** la Demande initiale était fondée sur l'allégation des Demandeurs selon laquelle des émissions de poussières émanaient de l'Installation (les « **Émissions de poussières alléguées** »), et visait à encourager la réduction de ces prétendues émissions (l'« **Objectif** »);
- 1.5 **ATTENDU QUE** l'ancien avocat des Demandeurs a soumis des propositions de modifications à la Demande initiale à la Cour et à certaines des Défenderesses les 29 novembre 2021, 20 janvier 2022, 21 février 2022 et 27 avril 2022 (collectivement, les « **Modifications proposées** »). Les Modifications proposées, qui contenaient des allégations supplémentaires et recherchaient des remèdes additionnels au-delà de l'Objectif des Demandeurs, n'ont jamais été autorisées;
- 1.6 **ATTENDU QUE** Recy-Béton considère avoir mené ses activités à l'Installation de manière diligente et conformément aux lois, règlements et autorisations applicables;
- 1.7 **ATTENDU QUE** l'Installation est située dans une zone qui i) est industrielle et commerciale, ii) est soumise quotidiennement à un volume élevé de trafic local et de passage de voitures, de camions et de véhicules lourds, et iii) abrite de nombreuses autres entreprises industrielles et commerciales, et que par conséquent, les Émissions de poussières alléguées pourraient en fait provenir de diverses sources autres ou additionnelles à l'Installation;
- 1.8 **ATTENDU QUE** les Demandeurs ont noté que les Émissions de poussières alléguées ont considérablement diminué depuis le dépôt de la Demande initiale, et considèrent que l'Objectif visé par le dépôt de l'action a été largement atteint;

- 1.9 **ATTENDU QUE**, en plus des Modifications proposées, l'action contient également diverses allégations, prétentions et réclamations liées, entre autres, à de la prétendue pollution ou contamination des terres, de l'air, de la nappe phréatique ou des eaux de RDP (collectivement avec les Émissions de poussières alléguées, la « **Pollution alléguée** »);
- 1.10 **ATTENDU QUE** les Modifications proposées allèguent que la Pollution alléguée a été causée par une partie ou la totalité des Défenderesses et aurait causé un préjudice aux Membres du groupe visé par le règlement décrit ci-après (le « **Préjudice allégué** »);
- 1.11 **ATTENDU QUE** l'ancien avocat des Demandeurs a mandaté la firme Envirosuite pour agir à titre d'expert au nom des Demandeurs afin d'évaluer l'existence et les sources potentielles de la Pollution alléguée, et que le rapport préparé par cette firme (le « **Rapport d'expert** ») n'était pas concluant;
- 1.12 **ATTENDU QUE** les Demandeurs reconnaissent qu'il n'existe pas de preuve concluante ou convaincante que l'une des Défenderesses a causé la Pollution Alléguée ou le Préjudice allégué;
- 1.13 **ATTENDU QUE** les Demandeurs vont déposer et notifier à la Cour et aux Défenderesses une *Amended and Restated Application for Authorization to Institute a Class Action and to Obtain the Status of Representative* (la « **Demande modifiée** », avec la Demande initiale et les Modifications proposées, collectivement l'« **Action** »), essentiellement sous la forme de la procédure jointe aux présentes comme **Annexe A**;
- 1.14 **ATTENDU QUE** la Demande modifiée vise à obtenir l'autorisation de la Cour d'intenter une action collective contre les Défenderesses au nom de :

*Toutes les personnes qui, entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022 (la « **Période visée par l'action collective** ») étaient propriétaires, locataires ou résidents d'immeubles situés dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, dans la ville de Montréal (Québec), dans un rayon de 2 kilomètres des limites de la propriété des Défenderesses située au 10575, boulevard Henri-Bourassa Est (les « **Membres du Groupe** »).*

- 1.15 **ATTENDU QUE** la Cour n'a pas encore statué sur la Demande initiale, les Modifications proposées ou la Demande modifiée, et n'a pas encore autorisé l'exercice de ladite action collective;
- 1.16 **ATTENDU QUE** les Défenderesses nient complètement tout acte répréhensible ou responsabilité pour toutes les allégations contenues dans l'Action;
- 1.17 **ATTENDU QUE** l'ancien avocat des Demandeurs a déposé au moins deux autres Demandes d'autorisation d'intenter des actions collectives contre d'autres Défenderesses relativement à la Pollution alléguée dans les dossiers numéros 500-06-001116-207 et 500-06-001175-229;
- 1.18 **ATTENDU QUE** le 5 décembre 2022, les Défenderesses ont vendu l'Installation et ses activités à un tiers;
- 1.19 **ATTENDU QUE** les Parties ont entamé des discussions de règlement à la suite de la substitution des avocats des Demandeurs;
- 1.20 **ATTENDU QUE**, dans le cadre de ces discussions de règlement, les Défenderesses ont mandaté SNC-Lavalin pour préparer un rapport basé sur des simulations afin d'évaluer l'intensité et l'impact potentiel de la poussière émanant hypothétiquement de l'Installation sur le Groupe visé par le règlement, en vue d'identifier les membres du Groupe visé par le règlement qui seraient admissibles à une compensation dans le cadre du règlement, ledit rapport étant joint aux présentes comme **Annexe B** (le « **Rapport SNC** ») ;
- 1.21 **ATTENDU QUE** les Parties souhaitent conclure un règlement, sans aucune admission, afin d'éviter les frais et l'incertitude d'un litige.

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIVIT :

2. DÉFINITIONS

- 2.1 Les termes commençant par une lettre majuscule dans la présente Entente de règlement ont le sens qui leur est donné ci-après, à moins qu'ils ne soient expressément définis autrement dans la présente Entente de règlement. Les autres termes débutant par une lettre majuscule

utilisés dans la présente Entente de règlement qui ne sont pas définis à la présente clause 2 ont le sens qui leur est donné ailleurs dans la présente Entente de règlement.

- 2.2 « **Ordonnance d'approbation** » désigne l'ordonnance et/ou le jugement de la Cour approuvant la présente Entente de règlement.
- 2.3 « **Avocats du groupe** » désigne LCM Avocats Inc.
- 2.4 « **Honoraires des avocats** » désigne les fonds/montants facturés par les Avocats du groupe aux Demandeurs à titre de compensation raisonnable pour leurs honoraires, débours et taxes applicables, y compris ceux des experts, ainsi que les débours des représentants du Groupe visé par le règlement, le tout relativement à l'Action, son autorisation et son règlement, lesquels fonds/montants devront être approuvés, attribués et déterminés conformément à la jurisprudence existante et aux principes généralement appliqués par la Cour dans le contexte du règlement des honoraires et débours dans le cadre d'actions collectives.
- 2.5 « **Date d'entrée en vigueur** » signifie trente (30) jours après la date à laquelle l'Ordonnance d'approbation a été rendue si aucun appel n'a été interjeté ou, si un appel a été interjeté, la date à laquelle cet appel est définitivement réglé de manière à ce que l'Entente de règlement puisse prendre effet conformément aux modalités de la présente.
- 2.6 « **Membres Éligibles** » désigne tous les membres du groupe visé par le règlement qui, entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022, ont résidé dans une propriété située dans les Zones 1 et 2, tel que décrit dans le Rapport SNC (**Annexe B**).
- 2.7 « **Programme d'Avis** » désigne un programme d'avis raisonnable aux fins de la distribution des avis de règlement en français et en anglais, conformément à tout avis déjà publié concernant l'autorisation et du droit de s'exclure, approuvé par la Cour.
- 2.8 « **Demandes de préapprobation/approbation** » désigne toutes les demandes ou requêtes présentées dans le cadre de l'Action et devant le tribunal par les avocats des Parties dans le cadre du processus de demande d'une Ordonnance d'approbation.
- 2.9 « **Avis de préapprobation** » désigne les versions anglaise et française des avis sous formes sommaire et détaillé notifiant le Groupe visé par le règlement de l'Audience sur

l'approbation du règlement ainsi que les modalités d'objection ou d'exclusion de l'Entente de règlement, et qui seront soumis à la Cour essentiellement sous la forme des avis joints aux présentes comme **Annexe C**.

- 2.10 « **Date de préapprobation** » désigne la date à laquelle l'Avis de préapprobation sous forme sommaire est distribué pour la première fois au Québec.
- 2.11 « **Ordonnance de préapprobation** » désigne l'ordonnance et/ou le jugement de la Cour qui fixe la date de l'Audience sur l'approbation du règlement, approuve les Avis de préapprobation et détermine les procédures permettant aux Membres du groupe visé par le règlement de s'exclure de l'action.
- 2.12 « **Bénéficiaires de la Quittance** » a le sens qui lui est attribué à la clause 6.2.
- 2.13 « **Audience sur l'approbation du règlement** » désigne l'audience ou les audiences devant la Cour visant à déterminer s'il convient d'émettre une Ordonnance d'approbation.
- 2.14 « **Groupe visé par le règlement** » désigne toutes les personnes qui, entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022, étaient propriétaires, locataires ou résidents d'immeubles situés dans un rayon de 2 kilomètres des limites de la propriété des Défenderesses située au 10575, boul. Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, ville de Montréal, province de Québec, le tout tel que décrit dans le Rapport SNC (**Annexe B**).
- 2.15 « **Membre du Groupe visé par le règlement** » désigne un membre du Groupe visé par le règlement.
- 2.16 « **Représentants du groupe visé par le règlement** » désignent les Demandeurs.
- 2.17 « **Avis de règlement** » désigne les versions anglaise et française de l'Avis de préapprobation et de tout autre avis prévu par une ordonnance de la Cour.
- 2.18 « **Compte en fidéicommiss** » désigne le Compte en fidéicommiss de Woods s.e.n.c.r.l.

3. AUX FINS DE RÈGLEMENT

- 3.1 Le préambule de la clause 1 ci-dessus fait partie intégrante de la présente Entente de règlement.
- 3.2 **Aucune admission de responsabilité.** L'Entente de règlement, et toutes négociations, documents, discussions et procédures y associés ne doivent pas être réputés, compris ou interprétés comme étant une admission de violation d'une loi ou d'un règlement, ou de tout acte répréhensible ou responsabilité des Défenderesses, ou de la véracité des réclamations ou allégations contenues dans l'Action ou dans tout autre acte de procédure déposé par les Demandeurs ou en leur nom.
- 3.3 **L'Entente de règlement ne constitue pas une preuve de responsabilité ou une admission.** L'Entente de règlement, de même que toutes les négociations, documents, discussions et procédures y associés, ainsi que toutes mesures prises pour sa mise en œuvre, ne doivent pas être mentionnés, présentés à titre de preuve ou reçus en preuve dans le cadre d'une mesure ou d'une procédure en cours d'instance ou future, excepté dans le cadre d'une procédure visant l'approbation et/ou la mise en application de l'Entente de règlement ou d'une défense contre la revendication de droits visant les Réclamations quittancées (au sens de la clause 6), ou tel qu'il est par ailleurs prescrit par la loi.

4. APPROBATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

- 4.1 Les Parties doivent faire de leur mieux pour obtenir promptement l'approbation de la présente Entente de règlement par la Cour, y compris au moyen de la soumission, par les Avocats du Groupe, des Demandes de préapprobation et d'approbation.
- 4.2 Les Parties conviennent que les Demandes de préapprobation et les Demandes d'approbation soumises à la Cour viseront à obtenir l'approbation des avis requis au Groupe visé par le règlement et d'une Ordonnance d'approbation. Dans la mesure où une proposition d'Ordonnance d'approbation est soumise à la Cour, les Parties conviennent de collaborer et de coopérer sur sa forme.

- 4.3 Le règlement prévu par la présente Entente de règlement ne deviendra définitif qu'à la Date d'entrée en vigueur.

5. RÈGLEMENT

- 5.1 Les Parties ont maintenant convenu de régler entièrement et définitivement l'Action.

- 5.2 Les Défenderesses doivent :

- a) Payer les montants suivants (ci-après, collectivement, le « **Montant de règlement** ») :

- i. **400,00 \$**, distribués à chaque Membre Éligible de la **Zone « 1 »**, tel que décrit dans le Rapport SNC (**Annexe B**) ; et
- ii. **200,00 \$**, distribués à chaque Membre Éligible de la **Zone « 2 »**, tel que décrit dans le Rapport SNC (**Annexe B**) ;

- b) Faire un don de 10 000 \$ au Don Bosco Youth Leadership Center ;

- c) Rembourser, au nom des Demandeurs, les sommes avancées à leur ancien avocat, Me Charles O'Brien, par le *Fonds d'aide aux actions collectives* (« **Fonds** »), qui s'élèvent à 25 607,74 \$, si le Fonds ou la Cour l'exige, selon le cas, et verser au Fonds toute autre somme exigée par la loi ou la Cour compte tenu du règlement.

Les montants décrits aux alinéas a), b) et c) ci-dessus sont ci-après désignés ensemble comme le « **Montants d'indemnisation** ».

- 5.3 Les Parties conviennent que le Montant de règlement sera distribué par adresse, sans égard au nombre de Membres Éligibles résidant à chaque adresse. Il est entendu que si plus d'un Membre Éligible a résidé dans l'immeuble situé à l'adresse recevant le Montant de règlement, entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022, le Montant de règlement sera divisé entre chaque Membre Éligible au *pro rata* en fonction de la durée de leur résidence.

- 5.4 Les Défenderesses devront verser le Montant d'indemnisation dans le Compte en fidéicommiss afin de satisfaire entièrement à leurs obligations financières décrites aux présentes.

6. QUITTANCE ET RENONCIATION

- 6.1 Les Parties conviennent de la quittance et renonciation suivantes (la « **Quittance du Groupe visé par le règlement** »), qui entrera en vigueur à la Date d'entrée en vigueur.
- 6.2 « **Bénéficiaires de la Quittance** » désigne a) les Défenderesses et tous leurs anciens, actuels et futurs propriétaires, actionnaires, administrateurs, dirigeants, employés, sociétés affiliées, sociétés mères, filiales, , prédécesseurs, avocats, agents, assureurs, réassureurs, représentants, successeurs, héritiers, indemniseurs, subrogés, conjoints, coentreprises, commandités ou commanditaires, mandants, membres, agents, fiduciaires, bénéficiaires, pupilles, successions, exécuteurs, administrateurs, séquestres, conservateurs, représentants personnels, divisions, concessionnaires et ayants droit (individuellement et collectivement, les « **Entités bénéficiaires de la Quittance** »); et b) tous les entrepreneurs, sous-traitants et fournisseurs des Entités bénéficiaires de la Quittance en lien avec le sujet des Émissions de poussières alléguées, de la Pollution alléguée, du Préjudice allégué et de toutes les allégations contenues dans l'Action;
- 6.3 **Quittance du Groupe visé par le règlement.** En contrepartie de l'Entente de règlement, les Bénéficiaires de la Quittance seront entièrement, définitivement, irrévocablement et à jamais libérées, déchargées et acquittées de toutes réclamations, demandes, actions ou causes d'action, qu'elles soient connues ou inconnues, que quiconque, où que ce soit, puisse avoir, en leur nom et au nom de leurs agents, héritiers, exécuteurs et administrateurs, successeurs, ayants droit, assureurs, avocats, représentants, actionnaires, associations de propriétaires et toutes autres personnes morales ou physiques qui pourraient réclamer par, à travers ou en vertu d'eux en ce qui concerne la Pollution alléguée, les Émissions de poussière alléguées ou le Préjudice allégué (les « **Parties donnant Quittance** »), prétendent avoir, ou pourraient avoir par la suite contre tout Bénéficiaire de la Quittance, tel que défini ci-dessus, découlant de toutes les allégations contenues dans l'Action. La présente Quittance du groupe visé par

le règlement s'applique à toutes les réclamations, demandes, actions ou causes d'action de quelque nature que ce soit, que ce soit en droit ou en équité, contractuelles, quasi contractuelles ou statutaires, connues ou inconnues, directes, indirectes ou consécutives, liquidées ou non liquidées, passées, présentes ou futures, prévisibles ou imprévisibles, développées ou non développées, contingentes ou non contingentes, suspectées ou non suspectées, découlant de la Pollution alléguée, des Émissions de poussières alléguées ou du Préjudice allégué, y compris, sans s'y limiter 1) toute réclamation qui a été ou aurait pu être invoquée dans le cadre de l'Action; 2) toute réclamation pour des amendes, pénalités, dommages économiques, dommages environnementaux, dommages punitifs, dommages exemplaires, mesures injonctives découlant, dans chacun des cas énumérés ci-après, des faits liés à l'Action, ainsi que les honoraires d'avocats, ou d'autres frais liés au litige, à l'exception des honoraires accordés par la Cour dans le cadre de la présente Entente de règlement ou autrement convenus entre les Parties; et 3) toute autre responsabilité qui a été ou aurait pu être invoquée dans une procédure civile, administrative ou autre, y compris tout arbitrage découlant, dans chacun des cas énumérés ci-après, des faits liés à la Pollution alléguée, aux Émissions de poussières alléguées ou au Préjudice allégué (les « **Réclamations quittancées** »). La présente Quittance du Groupe visé par le règlement s'applique à toutes les Réclamations quittancées, quelle que soit la théorie légale ou équitable ou la nature en vertu de laquelle elles sont fondées ou avancées, y compris, sans s'y limiter, les théories juridiques et / ou équitables en vertu de toute loi fédérale, provinciale, territoriale, municipale, locale, administrative ou internationale, ou d'une loi, d'une ordonnance, d'un code, d'un règlement, d'un contrat, de la *common law*, de l'*equity* ou de toute autre source, y compris également toute mesure d'application de la loi en matière d'environnement proposée en vertu d'une loi provinciale ou fédérale.

- 6.4 **Actions ou procédures impliquant des Réclamations quittancées.** Les Membres du Groupe visé par le règlement qui ne se sont pas exclus conviennent expressément que la présente Quittance du Groupe visé par le règlement et l'Ordonnance d'approbation sont, seront et pourront être invoquées à titre de défense complète et empêcheront toute action ou procédure spécifiée dans la présente Quittance du Groupe visé par le règlement, ou impliquant des réclamations couvertes par celle-ci, dans la mesure où ils auraient intenté, ou fait intenter, toute poursuite, action ou procédure qui ne serait pas déjà couverte par l'Action.

Les Membres du Groupe visé par le règlement qui ne se sont pas exclus doivent mettre fin à cette poursuite, action ou procédure, avec préjudice, le cas échéant. Les Demandeurs prendront les mesures raisonnablement nécessaires et appropriées, ou le cas échéant, coopéreront aux efforts des Défenderesses, pour donner effet à la présente Entente de règlement et ne demanderont aucune réparation supplémentaire au nom des Membres du Groupe visé par le règlement qui ne se sont pas exclus à l'égard des Réclamations quittancées.

- 6.5 **Fondement pour conclure la Quittance.** Les Représentants du Groupe visé par le règlement reconnaissent, acceptent, déclarent et garantissent spécifiquement avoir discuté avec les Avocats du Groupe des modalités de la présente Entente de règlement et avoir reçu des conseils juridiques concernant l'opportunité de conclure la présente Entente de règlement et la Quittance du Groupe visé par le règlement, ainsi que l'effet juridique de la présente Entente de règlement et de la Quittance du Groupe visé par le règlement. Les déclarations et garanties faites tout au long de l'Entente de règlement survivront à l'exécution de l'Entente de règlement et lieront les héritiers, représentants, successeurs et ayants droit respectifs des Parties.
- 6.6 **Quittance des Bénéficiaires de la Quittance à l'égard des Représentants du Groupe visé par le règlement, du Groupe visé par le règlement et des Avocats du Groupe.** À la Date d'entrée en vigueur, les Bénéficiaires de la Quittance donnent quittance absolue et inconditionnelle aux Représentants du Groupe visé par le règlement, aux Membres du Groupe visé par le règlement, aux Avocats du Groupe et aux membres, dirigeants, administrateurs, employés, associés, agents et experts des Avocats du Groupe de toute réclamation relative à l'institution ou à la poursuite de l'Action et s'en déchargent à jamais.
- 6.7 **Compétence.** La Cour conserve la compétence exclusive et continue sur les Parties et la présente Entente de règlement pour régler tout différend qui pourrait survenir au sujet de la présente Entente de règlement ou en lien avec l'Action, y compris tout différend portant sur la validité, la performance, l'interprétation, l'administration, l'exécution, le caractère exécutoire ou l'annulation de l'Entente de règlement, et aucune Partie ne peut s'opposer à la

compétence de la Cour de statuer sur tout différend portant sur la réouverture et le rétablissement de l'Action pour donner effet à la clause 6 de la présente Entente de règlement.

7. PAIEMENT DU RÈGLEMENT

- 7.1 Les Défenderesses seront les seules responsables de tous les paiements requis en vertu de l'Entente de règlement. Tout successeur légal ou ayant droit de Recy-Béton ou de CTC assumera la responsabilité de ces derniers en vertu de l'Entente de règlement et demeure solidairement responsable du paiement et des autres obligations d'exécution spécifiques prévues par les présentes. Les Défenderesses demeureront responsables de ces obligations nonobstant toute vente, acquisition, fusion ou autre transaction modifiant la propriété ou le contrôle de l'un de leurs successeurs ou ayants droit. Aucun changement dans la propriété ou le contrôle d'une telle entité n'affectera les obligations des Défenderesses sans que l'Entente de règlement ne soit modifiée.
- 7.2 Dans les 30 jours ouvrables suivant la Date d'entrée en vigueur, le Montant d'indemnisation sera versé dans le Compte en fidéicommiss, lequel paiement satisfera intégralement à toutes les obligations de paiement des Défenderesses en vertu de la présente Entente de règlement ainsi que toutes les Réclamations quittancées à l'égard des Bénéficiaires de la quittance.

8. COOPÉRATION DES PARTIES

- 8.1 Les Parties collaboreront à la préparation de tout avis annonçant la présente Entente de règlement ou une partie de celle-ci.
- 8.2 Les Parties conviennent de déployer tous les efforts raisonnables pour assurer l'administration et la mise en œuvre rapides et dans les délais prescrits de la présente Entente de règlement et pour s'assurer que les coûts et dépenses engagés soient raisonnables.
- 8.3 Les Parties et leurs successeurs et ayants droit, les avocats des Défenderesses et les Avocats du groupe s'engagent à mettre en œuvre les modalités de la présente Entente de règlement de bonne foi et à faire preuve de bonne foi dans la résolution de tout différend qui pourrait découler de la mise en œuvre des modalités de la présente Entente de règlement. Les Parties

donneront instruction aux avocats des Défenderesses et aux Avocats du groupe, sur demande de l'autre Partie, de se concerter par téléphone pour discuter de la mise en œuvre de la présente Entente de règlement et pour tenter de résoudre toute question soulevée par les Parties ou les Membres du Groupe visé par le règlement.

- 8.4 Les Parties se réservent le droit de convenir de toute prolongation de délai raisonnable qui pourrait être nécessaire pour mettre en œuvre toute disposition de la présente Entente de règlement.
- 8.5 Suivant la réception de l'Ordonnance d'approbation, les Parties pourront, sans autre avis au Groupe visé par le règlement ou sans autre ordonnance de la Cour, modifier les modalités et les dispositions de la présente Entente de règlement au moyen d'une entente écrite, afin de permettre la bonne exécution de l'Entente de règlement, sous réserve que de telles modifications soient conformes à l'Ordonnance d'approbation et ne vont pas à l'encontre de l'intention visée par l'Entente de règlement.
- 8.6 Dans l'éventualité où les Parties ne parviendraient pas à s'entendre sur la forme ou le contenu de tout document nécessaire pour mettre en œuvre la présente Entente de règlement, ou sur toute disposition supplémentaire qui pourrait devenir nécessaire à la mise en œuvre des modalités de la présente Entente de règlement, les avocats des Défenderesses et les Avocats du Groupe pourront demander l'assistance de la Cour.

9. AVIS AU GROUPE VISÉ PAR LE RÈGLEMENT

- 9.1 Les Défenderesses seront responsables de l'administration du Programme d'Avis.
- 9.2 La forme des Avis de règlement et la manière dont ils seront distribués doivent être acceptées par les Parties et être conformes au Programme d'Avis approuvé par la Cour.
- 9.3 Tous les frais associés au Programme d'Avis, y compris les coûts de publication, d'impression, d'envoi postal, d'affranchissement et de traduction, seront payés par les Défenderesses.

10. OBJECTIONS AU RÈGLEMENT ET EXCLUSIONS

- 10.1 Les Avocats du groupe demanderont une Ordonnance de préapprobation qui prévoit la procédure suivante pour que les Membres du Groupe visé par le règlement puissent contester l'Entente de règlement, tel qu'énoncé dans l'Avis de préapprobation.
- 10.2 Les objections à l'Entente de règlement doivent être envoyées par écrit par courrier prépayé, par messenger ou par courriel aux Avocats du groupe. Une objection à l'Entente de règlement ne prendra effet que si :
- a) elle est envoyée aux Avocats du Groupe;
 - b) elle est reçue ou affranchie au plus tard à la date limite d'objection déterminée par la Cour (« la **Date limite d'objection** »); et
 - c) elle est au nom d'un seul Membre du Groupe visé par le règlement ou de plusieurs Membres du Groupe visé par le règlement résidant à la même adresse.
- 10.3 Toutes les objections écrites à l'Entente de règlement doivent être signées personnellement par le Membre du groupe visé par le règlement et doivent comprendre ce qui suit :
- a) le nom, l'adresse postale, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel du Membre du Groupe visé par le règlement (le cas échéant);
 - b) un bref énoncé de la nature et de la raison de l'objection à l'Entente de règlement, le cas échéant; et
 - c) une indication quant à l'intention du Membre du Groupe visé par le règlement d'être présent ou non à l'Audience sur l'approbation du règlement, et s'il est représenté par avocat, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de cet avocat.
- 10.4 Tout Membre du Groupe visé par le règlement qui a choisi de s'exclure du Groupe visé par le règlement ne peut pas également s'opposer à l'Entente de règlement. Si un Membre du Groupe visé par le règlement a choisi de s'exclure du Groupe visé par le règlement et qu'il

conteste l'Entente de règlement, le choix de s'exclure prévaut, et sa contestation/soutien sera réputée avoir été retirée.

- 10.5 **Conséquences du défaut d'exclusion.** Tous les Membres du Groupe visé par le règlement qui ne se sont pas valablement exclus seront liés par l'Entente de règlement et l'Ordonnance d'approbation.
- 10.6 Les Avocats du Groupe doivent fournir aux Défenderesses copies de toutes les objections dans les trois (3) jours ouvrables suivant leur réception. Dans la mesure du possible, ces copies doivent être fournies en format électronique.
- 10.7 Les Avocats du Groupe doivent, cinq (5) jours ouvrables avant l'Audience sur l'approbation du règlement, fournir aux Défenderesses et déposer à la Cour une compilation de toutes objections reçues au plus tard à la Date limite d'objection.

11. HONORAIRES DES AVOCATS DU GROUPE

- 11.1 **Honoraires des Avocats du Groupe.** Les honoraires des Avocats du Groupe, tels que définis, seront payés exclusivement par les Défenderesses. Les Avocats du Groupe demanderont que la Cour approuve les Honoraires des Avocats du Groupe. Les Défenderesses ne s'opposeront pas à toute demande pour approuver les Honoraires des Avocats du Groupe pour autant qu'elle soit raisonnablement conforme à la jurisprudence et aux principes généralement appliqués par la Cour en ce qui concerne de tels honoraires d'avocats de groupe. Les Honoraires des Avocats du Groupe seront payables après dix (10) jours ouvrables suivant la plus tardive des deux dates suivantes : a) la date de l'ordonnance de la Cour sur les Honoraires des Avocats du Groupe et b) la Date d'entrée en vigueur. Dans l'éventualité où le montant des Honoraires des Avocats du Groupe accordé par la Cour serait réduit en appel, les Avocats du Groupe devront, dans les trente (30) jours suivant cette ordonnance d'appel, faire en sorte que la différence entre le montant payé et le montant accordé en appel soit retournée aux Défenderesses.
- 11.2 Les Parties reconnaissent qu'en raison des circonstances particulières de cette affaire, les Honoraires des Avocats du Groupe ont fait l'objet d'une entente particulière entre les

Demandeurs et les Avocats du Groupe au moment où ces derniers ont été mandatés. Les Avocats du Groupe ont été initialement engagés par les Demandeurs parce qu'ils faisaient face à des désaccords fondamentaux avec leur avocat et que les Demandeurs souhaitaient se désister de la procédure d'action collective. À ce titre, l'entente sur les Honoraires des Avocats du groupe était basée sur des taux horaires. Après avoir été informées de l'intention des Demandeurs de se désister de la procédure d'action collective, les Défenderesses ont indiqué leur souhait de régler cette affaire une fois pour toutes et ont cherché à négocier un règlement avec les Demandeurs, qui ont accepté d'entamer des négociations de règlement, mais ont indiqué qu'ils ne voulaient pas encourir de dépenses supplémentaires. Les Parties ont donc convenu que les honoraires des Avocats du Groupe seraient assumés par les Défenderesses. Les Parties déclarent en outre que les Défenderesses n'ont pas eu leur mot à dire sur les instructions des Avocats du Groupe ni sur le travail effectué par les Avocats du Groupe.

12. ANNULATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

12.1 Sous réserve de la clause 12.2, la présente Entente de règlement peut être annulée à la discrétion des Défenderesses, des Avocats du groupe ou des Représentants du Groupe visé par le règlement dans l'éventualité où :

- a) La Cour refuserait d'approuver l'Entente de règlement ou toute partie importante de celle-ci ; ou
- b) La Cour approuverait l'Entente de règlement sous une forme considérablement modifiée.

12.2 Il est expressément convenu que tout défaut ou refus de la Cour d'accorder ou d'approuver, en tout ou en partie, une demande relative aux Honoraires des Avocats du Groupe tels que définis, conformément à la clause 11.1, ne sera pas réputé être un refus ou un défaut de la Cour d'approuver la présente Entente de règlement ou toute partie importante de celle-ci, ni être une modification importante de la totalité ou d'une partie de la présente Entente de règlement, et ne constituera pas un motif de modification ou d'annulation de la présente Entente de règlement.

- 12.3 Si la présente Entente de règlement est annulée en vertu de l'article 12.1, les Parties seront remises à leurs fonctions *statu quo ante* en ce qui a trait à l'Action comme si la présente Entente de règlement n'avait pas été conclue.
- 12.4 Si la présente Entente de règlement est annulée en vertu de l'article 12.1 ou est autrement invalidée, alors:
- a) La présente Entente de règlement, y compris la Quittance du Groupe visé par le règlement, deviendra nulle et non avenue et n'aura aucun effet, et aucune Partie à la présente Entente de règlement ne sera liée par l'une ou l'autre de ses modalités, à l'exception de ce qui est expressément prévue à la clause 12;
 - b) Rien dans la présente Entente de règlement, dans les négociations, les déclarations et les procédures y afférentes, ou dans le contenu du Rapport SNC, qui ont tous été soumis sous toute réserve, ne liera les Parties ou ne sera admissible devant le tribunal, ou n'affectera toute position que l'une des Parties pourrait adopter ultérieurement en ce qui concerne toute question liée à l'Action ou à tout autre litige; et
- 12.5 Si la présente entente de règlement est annulée ou invalidée, les dispositions des clauses 1, 3, 12 et 13 survivront à l'annulation et conserveront leur plein effet. Les définitions contenues à la clause 2 et ailleurs dans la présente Entente de règlement ne survivront qu'aux fins limitées de l'interprétation de ces articles survivants au sens de l'Entente de règlement, mais à aucune autre fin. Toutes les autres dispositions de la présente Entente de règlement et toutes les autres obligations en vertu de la présente Entente de règlement cesseront immédiatement.
- 12.6 Les Parties se réservent expressément tous leurs droits respectifs si la présente Entente de règlement est annulée ou invalidée.

13. AUTRES TERMES ET CONDITIONS

- 13.1 **Demandes en vue d'obtenir des directives.** Les Avocats du Groupe peuvent demander à la Cour des directives concernant la mise en œuvre de la présente Entente de Règlement. Toutes

les demandes envisagées ou mentionnées dans la présente Entente de règlement doivent être soumises aux Défenderesses.

- 13.2 **Compétence continue.** La Cour conserve la compétence exclusive sur l'Action, les Parties à celle-ci et la détermination des Honoraires des Avocats du Groupe dans le cadre de l'Action.
- 13.3 La présente Entente de règlement lie, et s'applique au bénéfice, des Défenderesses, des Représentants du Groupe visé par le règlement, de tous les Membres du Groupe visés par le règlement, des Bénéficiaires de la Quittance et des Parties qui donnent quittance, ainsi que leurs agents, héritiers, exécuteurs, administrateurs, successeurs, cessionnaires et ayants droit respectifs.
- 13.4 Chaque Partie déclare, garantit et convient par la présente qu'elle a bénéficié de conseils juridiques concernant les termes et dispositions de la présente Entente de Règlement, et son exécution, et que les personnes exécutant la présente Entente de règlement sont autorisées et ont la capacité de signer pour et de lier la Partie respective pour laquelle elles signent.
- 13.5 La renonciation par une Partie à toute violation de la présente Entente de règlement par une autre Partie ne sera pas considérée comme une renonciation à toute violation antérieure ou ultérieure de la présente Entente de règlement.
- 13.6 Tous les délais prévus dans la présente Entente de règlement seront calculés en jours civils, à moins que le contraire soit expressément stipulé. De plus, sauf disposition contraire dans cette Entente de règlement, dans le calcul de toute période de temps prévue dans cette Entente de règlement ou par ordonnance de la Cour, le jour de l'acte ou de l'événement n'est pas inclus, et le dernier jour de la période est inclus, à moins qu'il ne s'agisse d'un samedi, d'un dimanche ou d'un jour férié au Québec ou, lorsque l'acte à accomplir est le dépôt d'une procédure à la Cour, un jour où la Cour est fermée, auquel cas le délai s'étendra jusqu'à la fin du jour suivant qui n'est pas l'un des jours susmentionnés.
- 13.7 La présente Entente de règlement exprime l'intégralité de l'entente entre les Parties en ce qui a trait à son objet. Toute entente visant à changer ou modifier les termes de la présente Entente de règlement doit être écrite et signée par les avocats et les représentants des Parties

qui se déclarent dûment autorisés. Les Parties reconnaissent expressément qu'il n'existe entre elles aucun autre accord, arrangement ou entente connexe non énoncé dans la présente Entente de règlement, et qu'en décidant de conclure la présente Entente de règlement, elles se sont fiées uniquement à leur propre jugement et à leurs propres connaissances. La présente Entente de règlement remplace toute entente, accord ou engagement antérieur (écrit ou oral) conclu par et entre les Parties concernant l'objet de la présente Entente de règlement.

- 13.8 La présente Entente de règlement constitue une transaction au sens des articles 2631 et suivants du *Code civil du Québec*, et les Parties renoncent par les présentes à invoquer toute erreur de fait, de droit et/ou de calcul.
- 13.9 Les Parties reconnaissent avoir exigé et convenu que la présente Entente de règlement et tous les documents connexes soient rédigés en français et en anglais; *The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and related documents be prepared in French and English.* En cas de divergence entre l'une ou l'autre version, la version anglaise prévaut.
- 13.10 Lorsque la présente Entente de règlement requiert ou prévoit qu'une des Parties doit ou peut faire parvenir un avis à l'autre Partie, cet avis doit être envoyé par courriel et/ou par livraison expresse le lendemain (à l'exception des samedis, des dimanches et des jours fériés au Québec), comme suit:

Si aux Défenderesses, alors à :

Me. Marie-Louise Delisle
Me. Érika Normand-Couture
WOODS S.E.N.C
2000, avenue McGill College
Bureau 1700
Montréal (Québec) H3A 3H3

Si aux Avocats du groupe, alors à :

Me. Anaïs Kadian
Me. Patrick Ferland
Avocats LCM inc.
600, boul. De Maisonneuve Ouest
Bureau 2700
Montréal (Québec) H3A 3J2

- 13.11 Le Groupe visé par le règlement, les Représentants du Groupe visé par le règlement et/ou les Défenderesses ne sont pas réputés être les rédacteurs de la présente Entente de règlement ou de toute disposition particulière, et ils ne peuvent prétendre qu'une disposition particulière devrait être interprétée à l'encontre de son rédacteur. Toutes les Parties conviennent que la présente Entente de règlement a été rédigée par les avocats des Parties au cours de négociations sans lien de dépendance. Aucun témoignage ni aucune autre preuve ne peut être offert pour expliquer, interpréter, contredire ou clarifier ses termes, l'intention des Parties ou de leurs avocats, ou les circonstances dans lesquelles la présente Entente de règlement a été conclue ou exécutée.
- 13.12 La division de la présente Entente de règlement en clauses et l'insertion de rubriques et d'autres titres, ainsi que le préambule, font partie intégrante de la présente Entente de règlement.
- 13.13 Les Parties conviennent que la présente Entente de règlement a été conclue volontairement après consultation d'un conseiller juridique compétent.
- 13.14 La présente Entente de règlement est régie, comprise et interprétée conformément aux lois de la province de Québec et aux lois fédérales du Canada qui s'y appliquent, sans égard à toute règle ou principe de conflit de lois qui rendrait obligatoire ou permettrait l'application du droit substantiel de toute autre juridiction.
- 13.15 La présente Entente de règlement peut être signée au moyen d'une signature électronique et en plusieurs exemplaires, chacun d'entre eux constituant un double original.
- 13.16 Les Parties ont signé la présente Entente de règlement avec prise d'effet à compter de la date de leur signature.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont fait signer la présente entente de règlement par leurs représentants dûment autorisés.

Janvier ____ 2024

Janvier ____ 2024

JOHN BRANDONE

Janvier ____ 2024

BERTA RICCIUTTI

Janvier ____ 2024

VINCE BASCIANO

Janvier ____ 2024

RECY-BÉTON INC.

Par :

TRANS-CANADA CRUSHING LTD.

Par :

SETTLEMENT AGREEMENT

(the “Settlement Agreement”)

BETWEEN: **JOHN BRANDONE**, residing at 10315, rue Thomas-Paine, District of
Montréal, Province of Québec, H1C 0B6

(hereinafter “**Brandone**”)

AND: **BERTA RICCIUTTI**, residing at 10339, rue Thomas-Paine, District of
Montréal, Province of Québec, H1C 0C3

(hereinafter “**Ricciutti**”)

AND: **VINCE BASCIANO**, residing at 10331, rue Thomas-Paine, District of
Montréal, Province of Québec, H1C 0B6

(hereinafter “**Basciano**”, together with Brandone and Ricciuti,
the “**Plaintiffs**”)

AND: **RECY-BÉTON INC.**, a corporation incorporated pursuant to the laws of
Québec, having a place of business at 2000-630, boul. René-Lévesque Ouest,
District of Montréal, Province of Québec, H3B 1S6

(hereinafter “**Recy-Béton**”)

AND: **CONCASSAGE TRANS-CANADA LTÉE**, a corporation incorporated
pursuant to the laws of Canada, having a place of business at 2000-630, boul.
René-Lévesque Ouest, District of Montréal, Province of Québec, H3B 1S6

(hereinafter “**TCC**”, together with Recy-Béton, the “**Defendants**”)

(Plaintiffs and Defendants hereinafter collectively the “**Parties**”)

1. RECITALS

1.1 **WHEREAS** the Plaintiffs are all residents of the borough of Rivière-des-Prairies–Pointe-
aux-Trembles (“**RDP**”) in Montréal, Québec;

- 1.2 **WHEREAS** until December 5, 2022, Recy-Béton operated a construction waste recovery and recycling facility at 10575, boul. Henri-Bourassa Est in RDP, which land was then owned by TCC (the “**Facility**”);
- 1.3 **WHEREAS** the Plaintiffs filed an *Application for Authorization to Institute a Class Action, to Obtain the Status of Representatives and Injunction* on December 30, 2020 (the “**Original Application**”) before the Superior Court of Montreal (the “**Court**”) in file n° 500-06-001116-207 (the “**Proceedings**”);
- 1.4 **WHEREAS** the Original Application was predicated on the Plaintiffs’ claim alleging that emissions in RDP were emanating from the Facility (the “**Alleged Dust Emissions**”), and was aimed at encouraging the reduction of same (the “**Objective**”);
- 1.5 **WHEREAS** the Plaintiffs’ former attorney submitted proposed amendments to the Original Application to some of the Defendants and the Court on November 29, 2021, January 20, 2022, February 21, 2022, and April 27, 2022 (collectively the “**Proposed Amendments**”). The Proposed Amendments, which contained additional allegations and sought additional remedies beyond the Plaintiffs’ Objective, were never authorized;
- 1.6 **WHEREAS** Recy-Béton’ considers that it has carried on its operations at the Facility in a diligent manner and in accordance with applicable laws, regulations and authorizations;
- 1.7 **WHEREAS** the Facility is located in an area that (i) is industrial and commercial, (ii) is subject to a high volume of local and transiting car, truck and heavy vehicle traffic on a daily basis, and (iii) is home to numerous other industrial and commercial enterprises, and as a result, the Alleged Dust Emissions could in fact have emanated from various sources other than or in addition to the Facility;
- 1.8 **WHEREAS** the Plaintiffs have noted that the Alleged Dust Emissions have significantly declined since the filing of the Original Application, and consider that their Objective in filing the action has largely been satisfied;
- 1.9 **WHEREAS**, further to the Proposed Amendments, the action also contains various allegations, contentions and claims related to, *inter alia*, alleged pollution or contamination



of land, air, ground water or water in RDP (together with the Alleged Dust Emissions, the “**Alleged Pollution**”);

- 1.10 **WHEREAS** the Proposed Amendments allege that the Alleged Pollution was caused by some or all of the Defendants and allegedly caused harm to the members of the Settlement Class described hereinafter (the “**Alleged Harm**”);
- 1.11 **WHEREAS** the Plaintiffs’ former attorney mandated the firm Envirosuite to act as an expert on behalf of the Plaintiffs to assess the existence and potential sources of the Alleged Pollution, and whereas the report prepared by that firm (the “**Expert Report**”) was inconclusive;
- 1.12 **WHEREAS** the Plaintiffs recognize that there is no conclusive or convincing evidence that any of the Defendants caused any of the Alleged Pollution or Alleged Harm;
- 1.13 **WHEREAS** the Plaintiffs will file and notify an *Amended and Restated Application for Authorization to Institute a Class Action and to Obtain the Status of Representative* (the “**Amended Application**”, together with the Original Application and the Proposed Amendments, collectively the “**Action**”), to the Defendants and the Court substantially in the form of the procedure attached hereto as **Schedule A**;
- 1.14 **WHEREAS** the Amended Application purports to obtain the Court’s authorization to institute a class action against the Defendants on behalf of:

*All persons who, between December 30, 2017, and April 30, 2022, (the “**Class Period**”) were owners, tenants or residents of immovables located in the Borough of Riviere-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, in the City of Montreal (Québec), within a 2 kilometers radius from the limits of the Defendants’ property located at 10575 Henri-Bourassa Blvd. East (the “**Class Members**”).*

- 1.15 **WHEREAS** the Court has not yet ruled upon the Original Application, the Proposed Amendments or the Amended Application, and has not authorized the exercise of the said class action;
- 1.16 **WHEREAS** Defendants completely deny any and all wrongdoing or liability for any and all of the allegations in the Action;

- 1.17 **WHEREAS** Plaintiffs' former attorney has instituted at least two other applications for authorization to institute class actions in relation to the Alleged Pollution against other defendants in files n° 500-06-001116-207 and 500-06-001175-229;
- 1.18 **WHEREAS** on December 5, 2022, the Defendants sold the Facility and their operations to a third party;
- 1.19 **WHEREAS** the Parties entered into settlement discussions following the substitution of attorneys for the Plaintiffs;
- 1.20 **WHEREAS**, in the context of those settlement discussions, the Defendants mandated SNC Lavalin to prepare a report based on simulations to assess the intensity and potential impact of dust hypothetically emanating from the Facility on the Settlement Class with a view to identifying the members of the Settlement Class eligible to a compensation in the context of this settlement, said report being attached hereto as **Schedule B** (the "**SNC Report**");
- 1.21 **WHEREAS** the Parties wish to conclude a settlement, without admission of any kind, in order to avoid the costs and uncertainty of litigation.

WHEREFORE, THE PARTIES HEREBY AGREE AS FOLLOWS:

2. DEFINITIONS

- 2.1 The capitalized terms in this Settlement Agreement have the following meanings, unless this Settlement Agreement specifically provides otherwise. Other capitalized terms used in this Settlement Agreement that are not defined in this Section 2 shall have the meanings ascribed to them elsewhere in this Settlement Agreement.
- 2.2 "**Approval Order**" means the Court's order and/or judgment approving this Settlement Agreement.
- 2.3 "**Class Counsel**" means LCM Avocats Inc.



- 2.4 “**Counsel Fees**” means funds/amounts charged by Class Counsel to Plaintiffs as reasonable compensation for their fees, disbursements and applicable taxes and also including those of experts, as well as the disbursements of the Settlement Class Representatives, the whole with respect to the Action, its authorization and settlement thereof, which funds/amounts shall be approved, awarded and determined in accordance with the existing case law and principles generally applied by the Court in the context of the resolution of the fees and disbursements in class actions.
- 2.5 “**Effective Date**” means thirty (30) days after the Approval Order has been rendered if no appeals have been filed, or if any appeals have been instituted, the date upon which such appeals are finally resolved in such manner as to permit this Settlement Agreement to take effect in accordance with the terms and conditions herein.
- 2.6 “**Eligible Members**” means all of the Settlement Class Members who, between December 30, 2017 and April 30, 2022, resided in a property located in *Zones 1 and 2* as described in the SNC Report (**Schedule B**).
- 2.7 “**Notice Program**” means a reasonable notice program for distributing Settlement Notices in English and French, consistent with any notice already published in respect of authorization and the right to opt out, approved by the Court.
- 2.8 “**Pre-Approval/Approval Motions**” means all motions or applications brought in the Action and before the Court by the Parties’ attorneys as part of the process of seeking an Approval Order.
- 2.9 “**Pre-Approval Notice**” means the English and French versions of the summary and long-form notices notifying the Settlement Class of the Settlement Approval Hearing as well as modalities to object to, or opt-out of the Settlement Agreement, and which will be submitted to the Court substantially in the form of the notices attached hereto as **Schedule C**.
- 2.10 “**Pre-Approval Notice Date**” means the date on which the Pre-Approval Notice in summary form is first distributed in Québec.

- 2.11 **“Pre-Approval Order”** means the Court’s order and/or judgment which schedules the date of the Settlement Approval Hearing, approves the Pre-Approval Notices and determines the procedures for Settlement Class Members to opt-out of the Action.
- 2.12 **“Released Parties”** has the meaning ascribed thereto in Section 6.2.
- 2.13 **“Settlement Approval Hearing”** means the hearing or hearings before the Court for the purpose of determining whether to issue an Approval Order.
- 2.14 **“Settlement Class”** means all persons who, between December 30, 2017, and April 30, 2022, were owners, tenants or residents of immovables located within a 2 kilometers radius from the limits of the Defendants’ property located at 10575 Henri-Bourassa Blvd. East, in the Borough of Riviere-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, City of Montreal, Province of Québec, the whole as described in the SNC Report (**Schedule B**).
- 2.15 **“Settlement Class Member”** means a member of the Settlement Class.
- 2.16 **“Settlement Class Representatives”** means Plaintiffs.
- 2.17 **“Settlement Notices”** means the English and French versions of the Pre-Approval Notice and any other notice provided for in a Court order.
- 2.18 **“Trust Account”** means Woods LLP Trust Account.

3. FOR SETTLEMENT PURPOSES

- 3.1 The recitals in Section 1 above form an integral part of this Settlement Agreement.
- 3.2 **No Admission of Liability.** The Settlement Agreement, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with the Settlement Agreement, shall not be deemed, construed or interpreted to be an admission of any violation of any statute, law or regulation, or of any wrongdoing or liability by the Defendants, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Action or any other pleading filed by Plaintiffs or on their behalf.

- 3.3 **The Settlement Agreement shall not constitute evidence of any liability or any admission.** The Settlement Agreement, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with the Settlement Agreement, and any action taken to carry out the Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence, or received in evidence in any pending or future action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce the Settlement Agreement, or to defend against the assertion of Released Claims (as defined in Section 6), or as otherwise required by law.

4. **APPROVAL OF SETTLEMENT AGREEMENT**

- 4.1 The Parties shall use their best efforts to obtain prompt approval of this Settlement Agreement by the Court, including through their respective attorneys submitting Pre-Approval Motions and/or Approval Motions.
- 4.2 The Parties agree that the Pre-Approval Motions and Approval Motions submitted to the Court shall seek approval of the requisite notices to the Settlement Class and an Approval Order. To the extent that a proposed Approval Order is submitted to the Court, the Parties agree to collaborate and cooperate on its form.
- 4.3 The settlement provided by this Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

5. **SETTLEMENT**

- 5.1 The Parties have now agreed to fully and finally settle the Action.
- 5.2 The Defendants shall:
- (a) Pay the following amounts (hereinafter, collectively, the “**Compensation Amounts**”):
 - i. **\$ 400.00**, distributed to each Eligible Member of **Zone “1”**, as described in the SNC Report (**Schedule B**); and

ii. **\$ 200.00**, distributed to each Eligible Member of **Zone "2"**, as described in the SNC Report (**Schedule B**);

- (b) Donate \$ 10,000 to the Don Bosco Youth Leadership Center;
- (c) Reimburse, on Plaintiffs' behalf, the monies advanced to their former attorney, Mtre. Charles O'Brien, by the *Fonds d'aide aux actions collectives* ("**Fonds**"), which total \$ 25 607,74, if required by the Fonds or the Court, as the case may be, and pay the Fonds any other sums required by statute or the Court on account of the settlement.

The amounts described at (a), (b) and (c) above shall hereinafter together be referred to as the "**Settlement Amount**".

- 5.3 The Parties agree that the Compensation Amounts will be distributed per address, regardless of the number of Eligible Class Members residing at each address. It is understood that if more than one Eligible Class Member has resided in the immovable located at the address receiving a Compensation Amount, between December 30, 2017, and April 30, 2022, the Compensation Amount will be divided between each Eligible Class Member on a *pro rata* basis depending on the duration of their residence.
- 5.4 The Defendants shall pay the Settlement Amount into the Trust Account in complete satisfaction of their financial obligations as described herein.

6. RELEASE AND WAIVER

- 6.1 The Parties agree to the following release and waiver (the "**Settlement Class Release**"), which shall take effect upon the Effective Date.
- 6.2 "**Released Parties**" means (a) the Defendants, and any of their former, present and future owners, shareholders, directors, officers, employees, affiliates, parent companies, subsidiaries, predecessors, lawyers, agents, insurers, reinsurers, representatives, successors, heirs, indemnitors, subrogees, spouses, joint ventures, general or limited partners, principals, members, agents, trustees, beneficiaries, wards, estates, executors,

administrators, receivers, conservators, personal representatives, divisions, dealers, and assigns (individually and collectively, the “**Released Entities**”); and (b) any and all contractors, subcontractors, and suppliers of the Released Entities in connection with the subject of the Alleged Dust Emissions, Alleged Pollution, Alleged Harm and any and all allegations in the Action; .

- 6.3 **Settlement Class Release.** In consideration of the Settlement Agreement, the Released Parties shall be fully, finally, irrevocably, and forever released, discharged and acquitted of any and all claims, demands, actions, or causes of action, whether known or unknown that anyone anywhere may have, on behalf of themselves and their agents, heirs, executors and administrators, successors, assigns, insurers, lawyers, representatives, shareholders, owners' associations, and any other legal or natural persons who may claim by, through or under them with respect to the Alleged Pollution, Alleged Dust Emissions, or Alleged Harm (the “**Releasing Parties**”), purport to have, or may have hereafter against any Released Party, as defined above, arising out of all allegations in the Action. This Settlement Class Release applies to any and all claims, demands, actions, or causes of action of any kind or nature whatsoever, whether in law or in equity, contractual, quasi-contractual or statutory, known or unknown, direct, indirect or consequential, liquidated or unliquidated, past, present or future, foreseen or unforeseen, developed or undeveloped, contingent or non-contingent, suspected or unsuspected, arising from the Alleged Pollution, Alleged Dust Emissions or Alleged Harm, including without limitation (1) any claims that were or could have been asserted in the Action; (2) any claims for fines, penalties, economic damages, environmental damages, punitive damages, exemplary damages, injunctive relief arising, in each of the cases hereinabove enumerated, from facts connected with the Action, as well as lawyers' fees, or other litigation fees or costs, except for any fees awarded by the Court in connection with this Settlement Agreement or otherwise agreed upon between the Parties; and (3) any other liabilities that were or could have been asserted in any civil, administrative, or other proceeding, including any arbitration arising, in each of the cases hereinabove enumerated, from facts connected with the Alleged Pollution, Alleged Dust Emissions or Alleged Harm (the “**Released Claims**”). This Settlement Class Release applies to any and all Released Claims regardless of the legal or equitable theory or nature under which they are based or advanced including
- 

without limitation legal and/or equitable theories under any federal, provincial, territorial, municipal, local, administrative, or international law, or statute, ordinance, code, regulation, contract, common law, equity, or any other source, and also including any environmental enforcement action advanced pursuant to provincial or federal statute.

- 6.4 **Actions or Proceedings Involving Released Claims.** Settlement Class Members who did not opt out expressly agree that this Settlement Class Release, and the Approval Order, are, will be, and may be raised as a complete defense to, and will preclude, any action or proceeding specified in, or involving claims encompassed by, this Settlement Class Release, to the extent that they have initiated, or caused to be initiated, any suit, action, or proceeding not already encompassed by the Action. Settlement Class Members who did not opt out shall cause such suit, action, or proceeding to come to an end, with prejudice if available. Plaintiffs will take such steps as are reasonably necessary and appropriate, or where appropriate will cooperate with the Defendants' efforts, to give effect to this Settlement Agreement and will not seek any additional relief on behalf of Settlement Class Members who did not opt out with respect to the Released Claims.
- 6.5 **Basis for Entering Release.** The Settlement Class Representatives acknowledge, agree, and specifically represent and warrant that they have discussed with Class Counsel the terms of this Settlement Agreement and have received legal advice with respect to the advisability of entering into this Settlement Agreement and the Settlement Class Release, and the legal effect of this Settlement Agreement and the Settlement Class Release. The representations and warranties made throughout the Settlement Agreement shall survive the execution of the Settlement Agreement and shall be binding upon the respective heirs, representatives, successors and assigns of the Parties.
- 6.6 **Released Parties' Release of Settlement Class Representatives, the Settlement Class, and Class Counsel.** Upon the Effective Date, the Released Parties absolutely and unconditionally release and forever discharge the Settlement Class Representatives, Settlement Class Members, the Class Counsel and the members, officers, directors, employees, partners, agents and experts of Class Counsel from any and all claims relating to the institution or prosecution of the Action.

- 6.7 **Jurisdiction.** The Court shall retain exclusive and continuing jurisdiction over the Parties and this Settlement Agreement to resolve any dispute that may arise regarding this Settlement Agreement or in relation to the Action, including any dispute regarding validity, performance, interpretation, administration, enforcement, enforceability, or annulment of the Settlement Agreement and no Party shall oppose the Court's jurisdiction to rule on any dispute relating to the reopening and reinstatement of the Action for the purposes of effecting Section 6 of the Settlement Agreement.

7. **PAYMENT OF SETTLEMENT**

- 7.1 Defendants shall bear the ultimate responsibility for all required payments owed under the Settlement Agreement. Any legal successor or assign of either Recy-Béton or TCC shall assume the latter's liability under this Settlement Agreement and remain solidarily liable for the payment and other specific performance obligations set forth herein. Defendants shall remain liable for said obligations notwithstanding any sale, acquisition, merger or other transaction changing the ownership or control of any of its successor or assigns. No change in the ownership or control of any such entity shall affect the obligations herein of Defendants without modification of the Settlement Agreement.
- 7.2 Within 30 business days after the Effective Date, the Settlement Amount shall be paid into the Trust Account, which payment shall be in full satisfaction of all payment obligations of the Defendants under this Settlement Agreement and in total satisfaction of all of the Released Claims against the Released Parties.

8. **COOPERATION OF THE PARTIES**

- 8.1 The Parties will cooperate in the preparation of any notice announcing this Settlement Agreement or part thereof.
- 8.2 The Parties agree to make all reasonable efforts to ensure the timely and expeditious administration and implementation of this Settlement Agreement and to ensure that the costs and expenses incurred are reasonable.
- 

- 8.3 The Parties and their successors and assigns, Counsel for the Defendants and Class Counsel undertake to implement the terms of this Settlement Agreement in good faith, and to use good faith in resolving any disputes that may arise in the implementation of the terms of this Settlement Agreement. The Parties shall instruct Counsel for the Defendants and Class Counsel, upon the request of the other, to confer by telephone to discuss the implementation of this Settlement Agreement and to attempt to resolve any issues raised by the Parties or the Settlement Class Members.
- 8.4 The Parties reserve the right to agree to any reasonable extensions of time that might be necessary to carry out any of the provisions of this Settlement Agreement.
- 8.5 After entry of the Approval Order, the Parties may, without further notice to the Settlement Class or further order of the Court, amend the terms and provisions of the Settlement Agreement by written agreement, in order to allow the proper execution of the Settlement Agreement, provided any such changes are consistent with the Approval Order and do not frustrate the intent of the Settlement Agreement.
- 8.6 In the event that the Parties are unable to reach an agreement on the form or content of any document needed to implement this Settlement Agreement, or on any supplemental provisions that may become necessary to implement the terms of this Settlement Agreement, counsel to the Defendants and Class Counsel may seek the assistance of the Court.

9. NOTICE TO SETTLEMENT CLASS

- 9.1 Defendants will be responsible for the administration of the Notice Program.
- 9.2 The form of the Settlement Notices and the manner of their distribution shall be agreed to by the Parties and be consistent with the Notice Program approved by the Court.
- 9.3 All of the costs of the Notice Program, including costs for publishing, printing, mailing, postage, and translation shall be paid by the Defendants.
- 

10. SETTLEMENT OBJECTIONS AND OPT-OUTS

- 10.1 Class Counsel will seek a Pre-Approval Order which provides the following procedure for Settlement Class Members to object to the Settlement Agreement, as set out in the Pre-approval Notice.
- 10.2 Objections to the Settlement Agreement must be sent in writing by pre-paid mail, courier, or email to Class Counsel. An objection to the Settlement Agreement will only be effective if:
- (a) It is sent to Class Counsel;
 - (b) It is received or post-marked on or before the objection deadline determined by the Court (the “**Objection Deadline**”); and
 - (c) It is on behalf of a single Settlement Class Member or on behalf of multiple Settlement Class Members residing at the same address.
- 10.3 All written objections to the Settlement Agreement must be personally signed by the Settlement Class Member and shall include the following:
- (a) The Settlement Class Member's name, mailing address, telephone number, and email address (if available);
 - (b) A brief statement of the nature of and reason for the objection to the Settlement Agreement, as applicable; and
 - (c) Whether the Settlement Class Member intends to appear at the Settlement Approval Hearing, and if appearing by counsel, the name, address, telephone number, and email address of counsel.
- 10.4 Any Settlement Class Member who elected to opt out of the Settlement Class may not also object to the Settlement Agreement. If a Settlement Class Member opted out of the Settlement Class and objects to the Settlement Agreement, the opt-out election shall supersede, and the objection/support shall be deemed withdrawn.

- 10.5 **Consequences of failure to opt out.** All Settlement Class Members who did not validly opt out will be bound by the Settlement Agreement and Approval Order.
- 10.6 Class Counsel shall provide copies of all objections to the Defendants within three (3) business days of receipt. Wherever reasonably possible, such copies shall be provided in electronic form.
- 10.7 Class Counsel shall, five (5) business days before the Settlement Approval Hearing, provide to the Defendants and file with the Court a compilation of all of the objections received on or before the Objection Deadline.

11. CLASS COUNSEL FEES

- 11.1 **Class Counsel Fees.** Class Counsel Fees as defined shall be paid exclusively by the Defendants. Class Counsel will seek approval of their Counsel Fees from the Court. The Defendants will not oppose any request for Counsel Fees provided it reasonably accords with the case law and principles generally applied by the Court with respect to such class counsel fees. The Counsel Fees will become payable after ten (10) business days following the later of (a) the date of the Court's order on Counsel Fees and (b) the Effective Date. In the event that the amount of Counsel Fees awarded by the Court is reduced on appeal, Class Counsel shall, within thirty (30) days of such appellate order, cause the difference between the amount paid and the amount awarded on appeal to be returned to the Defendants.
- 11.2 The Parties acknowledge that due to the particular circumstances of this matter, Class Counsel Fees have been subject to a specific agreement between the Plaintiffs and Class Counsel at the time the latter were retained. The Class Counsel was initially retained by the Plaintiffs because they were facing fundamental disagreements with their attorney and the Plaintiffs wanted to withdraw the class proceedings. As such, the Class Counsel's fee arrangement was predicated on hourly rates. Upon being informed of the Plaintiffs' intention to withdraw the class proceedings, the Defendants indicated their wish to settle this matter once and for all and sought to negotiate a settlement with the Plaintiffs, who agreed to enter into settlement negotiations but indicated that they did not want to incur additional expenses. The Parties therefore agreed that the fees of the Class Counsel would
- 

be assumed by the Defendants. The Parties furthermore state that Defendants had no say with respect to Class Counsel's instructions nor on the work performed by Class Counsel.

12. ANNULMENT OF SETTLEMENT AGREEMENT

- 12.1 Subject to Section 12.2, this Settlement Agreement can be annulled at the discretion of either the Defendants, Class Counsel, or the Settlement Class Representatives in the event that:
- (a) The Court declines to approve the Settlement Agreement or any material part thereof; or
 - (b) The Court approves the Settlement Agreement in a materially modified form.
- 12.2 It is expressly agreed that any failure or refusal of the Court to grant or approve, in whole or in part, a request for Counsel Fees as defined, as provided in Section 11.1, shall not be deemed to be a refusal or failure by the Court to approve this Settlement Agreement or any material part thereof, nor be deemed to be a material modification of all or part of this Settlement Agreement, and shall not provide any basis for the modification or annulment of this Settlement Agreement.
- 12.3 If this Settlement Agreement is annulled pursuant to Section 12.1, the Parties will be returned to their positions *status quo ante* with respect to the Action as if this Settlement Agreement was not entered into.
- 12.4 If this Settlement Agreement is annulled pursuant to Section 12.1 or is otherwise invalidated, then:
- (a) This Settlement Agreement, including the Settlement Class Release, shall be null and void and shall have no force or effect, and no Party to this Settlement Agreement shall be bound by any of its terms except as expressly provided in this Section 12;
- 

- (b) Nothing in this Settlement Agreement, in the negotiations, statements and proceedings relating to same, or in the content of the SNC Report, which were all put forth on a without prejudice basis, shall be binding on the Parties or admissible in Court, or otherwise affect any position that any of the Parties may take at a later time with regard to any issue related to the Action or any other litigation; and
- 12.5 If this Settlement Agreement is annulled or invalidated, the provisions of Sections 1, 3, 12 and 13 shall survive the annulment and continue in full force and effect. The definitions in Section 2 and elsewhere in this Settlement Agreement shall survive only for the limited purpose of the interpretation of these surviving sections within the meaning of the Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.
- 12.6 The Parties expressly reserve all of their respective rights if this Settlement Agreement is annulled or invalidated.

13. OTHER TERMS AND CONDITIONS

- 13.1 **Motions for Directions.** Class Counsel may apply to the Court for directions in respect of the implementation of this Settlement Agreement. All motions contemplated by or referred to in this Settlement Agreement shall be on notice to the Defendants.
- 13.2 **Ongoing Jurisdiction.** The Court shall retain exclusive jurisdiction over the Action, the Parties thereto, and the determination of Counsel Fees in the Action.
- 13.3 This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of the Defendants, the Settlement Class Representatives, all Settlement Class Members, the Released Parties and the Releasing Parties, as well as their respective agents, heirs, executors, administrators, successors, transferees, and assigns.
- 13.4 Each Party hereby represents, warrants and agrees that it has had the benefit of legal counsel regarding the terms and provisions of this Transaction, and its execution, and that

the persons executing this Transaction are authorized and have the capacity to sign for and bind the respective Party for whom they sign.

- 13.5 The waiver by one Party of any breach of this Settlement Agreement by another Party shall not be deemed a waiver of any prior or subsequent breach of this Settlement Agreement.
- 13.6 All time periods in this Settlement Agreement shall be computed in calendar days unless expressly provided otherwise. Also, unless provided otherwise in this Settlement Agreement, in computing any period of time in this Settlement Agreement or by order of the Court, the day of the act or event shall not be included, and the last day of the period shall be included, unless it is a Saturday, a Sunday, or a Québec statutory holiday, or, when the act to be done is a court filing, a day on which the Court is closed, in which case the period shall run until the end of the next day that is not one of the aforementioned days.
- 13.7 This Settlement Agreement sets forth the entire agreement among the Parties with respect to its subject matter. Any agreement purporting to change or modify the terms of this Settlement Agreement must be in writing and executed by the Counsel and the Parties' representatives who represent themselves as being duly authorized. The Parties expressly acknowledge that no other related agreements, arrangements or understandings not expressed in this Settlement Agreement exist among or between them, and that in deciding to enter into this Settlement Agreement, they have relied solely upon their own judgment and knowledge. This Settlement Agreement supersedes any prior agreements, understandings, or undertakings (written or oral) by and between the Parties regarding the subject matter of this Settlement Agreement.
- 13.8 This Settlement Agreement constitutes a transaction within the meaning of Articles 2631 and following of the *Civil Code of Québec*, and the Parties are hereby renouncing to any errors of fact, of law, and/or of calculation. 
- 13.9 The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and related documents be prepared in French and English; *les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et ses documents connexes soient*

rédigés en français et en anglais. In case of discrepancy between either version, the English version shall prevail.

- 13.10 Whenever this Settlement Agreement requires or contemplates that one of the Parties shall or may give notice to the other, notice shall be provided by email and/or next-day (excluding Saturdays, Sundays, and statutory holidays in Québec) express delivery service as follows:

If to Defendants, then to:

Mtre. Marie-Louise Delisle
Mtre. Érika Normand-Couture
WOODS LLP
2000, McGill College Avenue, Suite 1700
Montreal (Quebec) H3A 3H3

If to Class Counsel, then to:

Mtre. Anaïs Kadian
Mtre. Patrick Ferland
LCM Avocats inc.
600, De Maisonneuve Blvd. West, Suite 2700
Montreal (Quebec) H3A 3J2

- 13.11 The Settlement Class, Settlement Class Representatives and/or the Defendants shall not be deemed to be the drafters of this Settlement Agreement or of any particular provision, nor shall they argue that any particular provision should be construed against its drafter. All Parties agree that this Settlement Agreement was drafted by counsel for the Parties during arm's-length negotiations. No testimony or other evidence may be offered to explain, construe, contradict, or clarify its terms, the intent of the Parties or their counsel, or the circumstances under which this Settlement Agreement was made or executed.
- 13.12 The division of this Settlement Agreement into sections and the insertion of topic and section headings, as well as the Recitals, form an integral part of this Settlement Agreement.
- 13.13 The Parties agree that this Settlement Agreement was reached voluntarily after consultation with competent legal counsel.



13.14 This Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Quebec and the federal laws of Canada applicable therein, without regard to any conflict of law rule or principle that would mandate or permit application of the substantive law of any other jurisdiction.

13.15 This Settlement Agreement may be signed with an electronic signature and in counterparts, each of which shall constitute a duplicate original.

13.16 The Parties have executed this Settlement Agreement effective as of the date of their signatures.

IN WITNESS WHEREOF, the Parties have caused this Settlement Agreement to be executed by their duly authorized representatives.

January ____ 2024

January ____ 2024

JOHN BRANDONE

BERTA RICCIUTTI

January ____ 2024

January 20 2024

VINCE BASCIANO



RECY-BÉTON INC.
Per: Rick Andreoli

January 20 2024



CONCASSAGE TRANS-CANADA
LTÉE
Per: Rick Andreoli

- 13.14 This Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Quebec and the federal laws of Canada applicable therein, without regard to any conflict of law rule or principle that would mandate or permit application of the substantive law of any other jurisdiction.
- 13.15 This Settlement Agreement may be signed with an electronic signature and in counterparts, each of which shall constitute a duplicate original.
- 13.16 The Parties have executed this Settlement Agreement effective as of the date of their signatures.

IN WITNESS WHEREOF, the Parties have caused this Settlement Agreement to be executed by their duly authorized representatives.

January 17 2024



JOHN BRANDONE

January 16 2024



BERTA RICCIUTTI

January 17 2024



VINCE BASCIANO

January ____ 2024

REC-Y-BÉTON INC.

Per:

January ____ 2024

CONCASSAGE TRANS-CANADA
LTÉE
Per:

C A N A D A

S U P E R I O R C O U R T

(Class Action)

PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL

N° 500-06-001116-207

JOHN BRANDONE

BERTA RICCIUTI

and

VINCE BASCIANO

Plaintiffs

v.

RECY-BETON INC.

and

TRANS-CANADA CRUSHING LTD.

Defendants

**AMENDED AND RESTATED APPLICATION
FOR AUTHORIZATION TO INSTITUTE A CLASS ACTION
AND TO OBTAIN THE STATUS OF REPRESENTATIVE
(dated April 2, 2024)**

(Art. 574 ff C.C.P., art. 976, 1457, 1465 C.C.Q.,
sections 19-21 *Environment Quality Act*)

**TO THE HONORABLE DONALD BISSON, J.S.C, JUDGE ASSIGNED TO HEAR
ALL PROCEEDINGS RELATING TO THE PRESENT CLASS ACTION,
PLAINTIFFS RESPECTFULLY SUBMIT THE FOLLOWING:**

1. INTRODUCTION

1. Plaintiffs John Brandone, Berta Ricciuti, and Vince Basciano wish to institute a class action on behalf of all persons forming part of the following class, of which Plaintiffs are members:

All persons who, between December 30, 2017, and April 30, 2022, (the “**Class Period**”) were owners, tenants or residents of immovables located in the Borough of Riviere-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, in the City of Montreal (Québec) within a 2 kilometers radius from the limits of the Defendants’ property located at 10575, Henri-Bourassa Blvd. East (the “**Class Members**”).

2. As more fully appears from the facts exposed hereinafter, all Class Members have over the course of the Class Period suffered damages, including being subject to pollution from asphalt dust and other construction debris, due to the Defendants' fault and/or as a result of abnormal neighbourhood annoyances for which Defendants are responsible. Plaintiffs and all Class Members are entitled to be compensated for the damages they suffered, and they ask for the collective remedy of damages.

2. PROCEDURAL BACKGROUND

3. On December 30th, 2020, Plaintiffs, who were then represented by M^{re} Charles O'Brien, of the firm Lorax Litigation, instituted an *Application for Authorization to institute a class action, to obtain the status of representatives and injunction* (the "**Application**"). An amended version of this Application was later filed in November 2021.
4. On December 8, 2021, in light of the multiple deficiencies that affected the Application, the Court requested that Plaintiffs' former attorney of record submit a revised Application meeting the requirements of article 99 C.C.P., the whole as appears from an exchange of emails Exhibit **R-1**.
5. Although amended versions of the Application were filed in January 2022, February 2022 and in April 2022, Defendants once again objected that the Application still contained many deficiencies, both as to form and content, and did not meet the requirements of article 99 C.C.P., the whole as appears from the email exchanges, Exhibit R-1.
6. On April 28th, 2022, Plaintiffs notified a *Notice of Substitution of Attorneys* advising the Court and Defendants that they were now represented by the undersigned attorneys, as appears from the Court Record.
7. Plaintiffs instructed their new attorneys to file an application requesting the authorization to discontinue the present proceedings given that they were satisfied with the recent changes made by Defendants following the filing of the present case, the whole as appears from the letter sent to the honorable Judge Bisson dated May 5th, 2022, **Exhibit R-2**.
8. Following this letter, Defendants reached out to Plaintiffs in order to discuss the opportunity of reaching a settlement in the present file, instead of discontinuing the proceedings.
9. In light of the above, Plaintiffs wish to amend and entirely restate their *Application*, as outlined herein.
10. Plaintiffs having now reached an agreement with Defendants, they also intend to submit an application to authorize the class action for settlement purposes only.

3. THE PARTIES

11. The Plaintiffs are all property owners and residents of the Rivière-des-Prairies neighborhood (“**RDP**”) in the east end of Montreal.
12. Plaintiff John (Giovanni) Brandone resides at 10315 Thomas-Paine Street, a property he purchased in 2010, the whole as appears from an extract of the land registry, **Exhibit R-3**.
13. Plaintiff Berta Ricciuti also purchased her residential property in 2010, which is located at 10339 Thomas-Paine Street, the whole as appears from an extract of the land registry, **Exhibit R-4**.
14. Plaintiff Vince Basciano purchased his residential property located at 10331 Thomas-Paine Street in 2009, the whole as appears from an extract of the land registry, **Exhibit R-5**.
15. For the duration of the Class Period, Defendant Trans-Canada Crushing inc. was operating a recycling services facility for dry materials, at 10575 boul. Henri-Bourassa E, a property which it also owned when the *Application for Authorization to Institute a Class Action* was filed (the “**Property**”), the whole as appears from the extracts of the Quebec Company Registry and the Montreal Property Assessment Roll, **Exhibits R-6** and **R-7** respectively.
16. For the duration of the Class Period, Defendant Recy-Béton inc. – a corporation related to Defendant Trans-Canada Crushing inc. – was operating a concrete, asphalt and paving stone dump site and recycling facility on the Property, the whole as appears from the extract of their website, **Exhibit R-8** and the extract of the Quebec Company Registry, **Exhibit R-9**.
17. These facilities and the Property are situated in the RDP neighbourhood in Montreal, the whole as appears from the extract of Google Maps, **Exhibit R-10**.
18. These industrial recycling facilities are located between 500 meters and 1 km from Plaintiffs’ properties, the whole as appears from the attached extracts from Google Maps, **Exhibit R-11**.
19. On December 5, 2022, Defendants sold the facilities and the Property located at 10575 boul. Henri-Bourassa E. to Construction DJL Inc., with the result that they no longer have control over the facilities.

4. FACTS GIVING RISE TO CLASS CLAIMS

4.1 Dust and Noise Pollution from Defendants’ Property

20. Starting in the summer of 2017, Plaintiffs began noticing mounds of concrete, rock, asphalt, stone and sand (the “**Debris**”) piling up on the Property,

reaching an estimated 30 meters in height in December 2020, the whole as appears from the photographs filed as **Exhibit R-12**.

21. In fact, these mounds of Debris on the Property were visible directly from outside Plaintiff John Brandone's property.
22. During the Class Period, dozens of trucks operated and dumped construction Debris on the Property daily, creating large clouds of dust raising several meters into the sky and spreading through the air to neighbouring residential areas, as appears from the videos of a truck dumping construction Debris, filed as **Exhibit R-13**.
23. In addition, the Debris and dust from the Property settled on the roadways inside and outside the Property, raising up and contaminating the air with each passage of trucks, the whole as appears from the video **Exhibit R-14**.
24. Since 1997, Defendant Trans-Canada Crushing Ltd has held a Section 22 Certificate of Authorisation for its operations and had control over the emissions described herein, as appears from the Certificates of Authorization, **Exhibit R-15**.
25. The Property has also been registered on the Quebec *Répertoire des terrains contaminés*, since 2007, with no rehabilitation having been brought to the soil on site, as appears from the extract from the *Répertoire des terrains contaminés*, **Exhibit R-16**.
26. According to the Quebec contaminated land registry, the Property is contaminated with petroleum hydrocarbons C10 to C50, the whole as appears from Exhibit R-16.
27. Defendants' dumping ground, and in particular the rising mounds of Debris, have, for the whole duration of the Class Period, been a constant source of asphalt dust and other construction particles polluting Plaintiffs' properties.
28. Since 2017 and for the whole Class Period, Plaintiffs have experienced daily dust contamination on their properties due to the operations of Defendants' facilities.
29. For instance, Mr. Brandone has had to clean his car, patio furniture, outside railings, doors and windows on his property on a daily basis due to the dust pollution carried from the Defendants' facilities, the whole as appears from the pictures and video at **Exhibit R-17**.
30. Mr. Brandone's air conditioning unit has also become clogged with dust daily due to the pollution emanating from the Property, the whole as appears from the pictures **Exhibit R-18**.

31. Significant amounts of dust have also regularly settled on Ms. Ricciuti's and Mr. Basciano's properties, obliging them to consistently clean their outside furniture and property.
32. Dust also collected on Plaintiffs' pools which, as a result, were covered in a film of dust during the summertime.
33. The amount of construction dust and its staining and corrosive composition meant that Plaintiffs were obliged to constantly clean and maintain their property, outdoor furniture, windows and cars.
34. In the summer, Mr. Brandone and Ms. Ricciuti would avoid opening their windows due to the dust pollution and had to wash their window screens every couple of weeks from the dust accumulation.
35. Plaintiffs' daily exposure to dirt and dust deposits circulating in the air they breathe was also a significant source of stress and anxiety.
36. Defendants' pollution has also contaminated the soil and gardens of Plaintiffs' properties.
37. Class Members have suffered the same damages as Plaintiffs as they all reside within a close periphery of the Property.
38. Plaintiffs and Class Members have also suffered abnormal, excessive, and unreasonable neighbourhood annoyance from the noise pollution emanating from Defendants' facilities, as appears from the videos at **Exhibit R-19**.
39. This noise pollution included loud slamming from trucks' tailgates and noise from the back-up alarms of trucks circulating in and around the Property and dumping and manipulating construction Debris.
40. The noise levels were particularly unreasonable from 5 pm to 9 am on weekdays and during the day on weekends.

4.2 Applicable Legislative and Regulatory Standards and Defendants' Liability

41. According to the *Règlement numéro 2001-10 sur les rejets à l'atmosphère et sur la délégation de son application*, Annex 1, sections 7.0.01 to 7.04, Defendants were, during the Class Period, obliged to comply with the following rules regarding emissions from their Property:
 - a) Emissions from transferring, moving, dropping, handling or processing of materials must not be visible more than 2 meters from the point of emission and outside the limits of the property where the emission takes place (article 7.0.01);

- b) Access roads, traffic and parking areas and vacant lots must be maintained so as to not emit particulates into the atmosphere and to prevent dragging onto public thoroughfares of matter which are likely to produce particulates (article 7.02);
- c) A pile of coal, sand, gravel, crushed stone or any other matter must be enclosed, covered or watered so as to prevent the entrainment of particulates by wind (article 7.04);
- d) It is forbidden to release on the ground or into the atmosphere aggregate, sand, gravel, crushed stone, earth or other matter when they are transported (article 7.05),

the whole as appears from **Exhibit R-20**.

- 42. Defendants were also required to limit the height of the mounds of Debris on the Property to a maximum of 5 meters, the whole in accordance with section 5 of the « *Addenda – Lignes directrices relatives à la gestion de béton, de brique et d'asphalte issus des travaux de construction et de démolition et des résidus du secteur de la pierre de taille* » published by the *Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques* in August 2019, as appears from **Exhibit R-21**.
- 43. With regards to the noise emitted by Defendants' activities during the Class Period, noise levels must not exceed, for any 1-hour interval, the highest of the following sound levels:
 - a) residual noise;
 - b) 40 dBA during the night (from 7 p.m. to 7 a.m.) and 45 dBA during the day (from 7 a.m. to 7 p.m.);

the whole as appears from section 8 of the *Regulation respecting the reclamation of residual materials* (Q-2, r. 49), **Exhibit R-22**.

- 44. As owners of their construction dump and recycling facilities, Defendants were required to supervise their operations and ensure that they did not cause harm or excessive annoyances to their neighbours.
- 45. As guardians of their Property, they are also presumed liable, for the damages caused to their neighbours by the pollution emanating from the Debris.
- 46. As such, Defendants are responsible for the damages, troubles and inconveniences suffered by Plaintiffs and Class Members during the Class Period, as well as for the stress and anxiety they suffered during the same period as a result of their exposure to dust and contaminants.

47. In light of the above, Plaintiffs and Class Members are entitled to request that Defendants be condemned to pay damages to Class Members in the amount of \$1,000 per year, per household.
48. Furthermore, it should be noted that Defendants knew before the institution of the present class action proceedings that the emissions resulting from their activities exceeded the standards prescribed by law and caused damage and abnormal troubles and inconvenience to Class Members.
49. Defendants also knew, before the institution of the class action, that they were acting in violation of the Class Members' right to a healthy environment and to peaceful enjoyment of their property.
50. Therefore, Plaintiffs and Class Members are also entitled to request that Defendants be condemned to pay punitive damages for the intentional violation of their right to a healthy environment and to the peaceful enjoyment of their property, as guaranteed by the Quebec *Charter of Human Rights and Freedoms*.

4.3 Modifications in Defendants' Actions

51. Following complaints filed by Plaintiffs John Brandone and Vince Basciano with the City of Montreal, an inspector from the City's Environmental services inspected the Property and issued Notices of non-conformity for violations of By-law 2001-10 relating to atmospheric emissions in November 2020, as appears from the email communication between Mr. Brandone and City of Montreal employees, **Exhibit R-23** as well as the letters exchanged between Mr. Basciano and the City of Montreal, **Exhibit R-24**.
52. In January 2021, city inspectors paid a second visit to Defendants' facility and did not note any further violations of city regulations, as appears from the email communication, **Exhibit R-23**.
53. In fact, since February 2022, the height of Debris piles on the Property, although still above the regulatory standards, were reduced by approximately 50%, as appears from the pictures at **Exhibit R-25**.
54. Starting in the spring and summer 2022, Plaintiffs also noticed a significant decrease in the amount of dust settling on and around their properties.
55. Plaintiffs acknowledge that particularly since April 2022, Defendants started to take mitigation measures to decrease both their dust and noise pollution.
56. Since December 2022, Defendants are no longer the owners of the facilities and of the Property.

5. THE CLASS MEMBERS' CLAIMS RAISE IDENTICAL, SIMILAR OR RELATED ISSUES OF LAW OR FACT (ARTICLE 575 (1) C.C.P.)

57. The Class Members' claims raise the following identical, similar or related issues of fact and law:

- a) Were Defendants negligent in the management of their equipment and/or facilities or in the establishment of pollution mitigation measures?
- b) Were the dust emissions and/or noise pollution from Defendants' activities excessive, and/or did they constitute abnormal neighborhood annoyances within the meaning of article 976 C.C.Q.?
- c) Are Defendants liable for damages to Class Members caused by the construction debris in their care and control?
- d) Did Defendants' emissions contravene sections 19.1 and 20 *in fine* of the *Environment Quality Act*?
- e) Were Defendants' emissions or pollution intentional?
- f) Did the Plaintiffs and Class Members suffer injuries due to the emissions and/or noise pollution from Defendants' activities during the Class Period, and if so, what is the nature of these injuries and the quantum of damages suffered?
- g) What are the limits of the territory on which injury was suffered by Class Members during the Class Period?
- h) Are Defendants liable for punitive or exemplary damages pursuant to the Quebec *Charter of Human Rights and Freedoms*, and if so, what is the quantum of damages owed?

6. THE COMPOSITION OF THE CLASS JUSTIFIES THE BRINGING OF A CLASS ACTION (ART. 575 (3) C.C.P.)

58. The composition of the class makes the application of articles 91 or 143 of the *Code of Civil Procedure* difficult or impractical for the following reasons.

59. There are thousands of persons residing in the RDP neighbourhood who have been affected by Defendants' conduct and who would form part of the Class, making it impossible for these persons to meet together and negotiate a specific mandate by virtue of which they might name a mandatary, or act as plaintiffs together in the same case.

60. It would therefore be highly impracticable, costly, uneconomical, unjust – not to mention contrary to the principle of proportionality – to require that Class Members pursue individual actions.
61. Furthermore, all the Class Members are affected in the same or in a very similar manner by Defendants' behavior, and their interests will be better protected in a class action (where the Court will have broad powers to protect the rights of absent parties) than they would be if they were required to institute individual actions.
62. Class action proceedings are effective, efficient and appropriate legal proceedings available to ensure that the rights of members of large groups (such as the members of the present class) are duly protected and preserved, and particularly in the context of environmental claims (such as the present claim).
63. Finally, due to the significant expert costs associated with the litigation of this matter, litigating individual actions would be prohibitive, and it is in the best interests of the Class Members, and of justice, that the institution of a class action be authorized.

7. THE CLASS MEMBERS DESIGNATED TO ACT AS REPRESENTATIVE PLAINTIFFS ARE IN A POSITION TO PROPERLY REPRESENT THE CLASS (ART. 575 (4) C.C.P.)

64. Plaintiffs request that they be ascribed the status of Representatives and submit that they are in a position to adequately represent the Class Members, for the reasons outlined below.
65. Plaintiffs all live in a neighbourhood directly affected by the dust contamination and resulting pollution emanating from Defendants' property, and they have been the victims of this pollution for several years.
66. Plaintiffs have taken numerous steps to acquaint themselves with the nature of the problems created as a result of the contamination from Defendants' activities and they are informed of the impacts and consequences of this activity on all residents in their neighbourhood.
67. In particular, Plaintiff John Brandone went door to door collecting the names, addresses, phone numbers and signatures of 30 Class members who have been affected by the dust contamination and resulting pollution from the Property, the whole as appears from the collected registry of names, **Exhibit R-26**.
68. Plaintiffs have acquainted themselves with the concerns of different Class Members and have been present and involved at every stage of the proceedings.

69. Plaintiffs have no conflict of interest with the Class Members and are acting gratuitously in the present proceedings.
70. As way of background, Plaintiffs are full time professionals: Mr. Brandone is a project director for an architectural hardware company, Mr. Basciano is an IT network architect for an airline company, and Ms. Ricciuti is a high school teacher.
71. Plaintiffs possess all the personal, moral and intellectual qualities required to see this class action through to its final resolution, and they will act for the benefit of all Class Members.

8. THE FACTS ALLEGED APPEAR TO JUSTIFY THE CONCLUSIONS SOUGHT (ART. 575 (2) C.C.P.)

72. As outlined in section 4 above, Plaintiffs and Class Members have suffered damages and abnormal neighbourhood annoyances from Defendants' negligent management and operation of their construction material dumping and recycling facilities.
73. Defendants' acts and omissions have caused each Plaintiff and each Class Member a loss of enjoyment of their property, have affected their right to security and their right to live in a healthful environment in accordance with the Quebec *Charter of Human Rights and Freedoms*.
74. Defendants' actions and omissions, in particular their failure to suppress and curtail their pollution and emissions, also constituted a breach of their obligations pursuant to the *Environment Quality Act* and applicable provincial and municipal regulations.
75. Based on the above, Plaintiffs are justified in seeking the following conclusions:
 - a) **DECLARE** that Defendants have contravened articles 976, 1457 and 1465 C.C.Q., 19.1 and 20 of the *Environment Quality Act* and articles 1, 6 and 46.1 of the *Charter of Human Rights and Freedoms*;
 - b) **CONDEMN** Defendants solidarily to pay each Class Member household an amount of \$1,000 per year (for each year they were Class Members), or such other sum as this Court finds appropriate, as compensation for the neighbourhood annoyance, damages and trouble and inconveniences caused by their exposure to dust and contaminants, the whole with legal interest and additional indemnity from the date of service of the current Application;

- c) **CONDEMN** Defendants solidarily to pay each Class Member \$100 per year (for each year they were Class Members) as punitive damages pursuant to article 49 of the *Charter of Human Rights and Freedoms*;
 - d) **ORDER** the collective recovery of all amounts due to Class Members.
76. The present Application has been served upon the Attorney General of Quebec, as required pursuant to s. 19.7 of the *Environment Quality Act*.

WHEREFORE, PLAINTIFFS PRAY THIS HONOURABLE COURT TO:

- [1] **GRANT** the present Application and **AUTHORIZE** the institution of the current class action;
- [2] **ATTRIBUTE** to Plaintiffs the status of Representative plaintiffs for the purpose of bringing the class action for the benefit of the persons in the following class:

All persons who, between December 30, 2017, and April 30, 2022, were owners, tenants or residents of immovables located in the Borough of Riviere-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, in the City of Montreal (Québec) within a 2 kilometers radius from the limits of the Defendants' property located at 10575 Henri-Bourassa Blvd. East (the "**Class Members**").

- [3] **IDENTIFY** as follows the principal questions of fact and of law to be treated collectively in the class action proceedings:
 - [3.1] Were Defendants negligent in the management of their equipment and/or facilities or in the establishment of pollution mitigation measures?
 - [3.2] Were the dust emissions and/or noise pollution from Defendants' activities excessive, and/or did they constitute abnormal neighborhood annoyances within the meaning of article 976 C.C.Q.?
 - [3.3] Are Defendants liable for damages to Class Members caused by the construction debris in their care and control?
 - [3.4] Did Defendants' emissions contravene sections 19.1 and 20 *in fine* of the *Environment Quality Act*?
 - [3.5] Were Defendants' emissions or pollution intentional?
 - [3.6] Did the Plaintiffs and Class Members suffer injuries due to the emissions and/or noise pollution from Defendants' activities

during the Class Period, and if so, what is the nature of these injuries and the quantum of damages suffered?

- [3.7] What are the limits of the territory in which injury was suffered by Class Members during the Class Period?
- [3.8] Are Defendants liable for punitive or exemplary damages pursuant to the *Quebec Charter of Human Rights and Freedoms*, and if so, what is the quantum of damages owed?
- [4] **IDENTIFY** as follows the conclusions sought with relation to such questions:
 - [4.1] **DECLARE** Defendants have contravened articles 976, 1457 and 1465 C.C.Q., 19.1 and 20 of the *Environment Quality Act* and articles 1, 6 and 46.1 of the *Charter of Human Rights and Freedoms*;
 - [4.2] **CONDEMN** Defendants solidarily to pay each Class Member household \$1,000 per year (for each year they were Class Members), or such other sum as this Court finds appropriate for neighborhood annoyance, damages and trouble and inconveniences for exposure to dust and contaminants, the whole with legal interest and additional indemnity from the date of service of the current Application;
 - [4.3] **CONDEMN** Defendants solidarily, to pay each Class Member \$100 per year (for each year they were Class Members) as punitive damages pursuant to article 49 of the *Charter of Human Rights and Freedoms*;
- [5] **ORDER** the collective recovery of all amounts due to Class Members;
- [6] **DECLARE** that any Class Member who has not requested their exclusion from the class be bound by any judgment to be rendered on the class action, in accordance with the law;
- [7] **SET** the delay for exclusion at thirty (30) days following the notice to members, and **ORDER** that at the expiry of this delay members of the class who have not requested their exclusion be bound by any judgment in the present class action;
- [8] **ORDER** the publication of notices to members according to the terms and conditions this Court deems appropriate in the present class action, after receiving a proposal for such publications from Plaintiffs;
- [9] **ORDER** that Defendants bear the cost of publishing notices to Class Members;

- [10] **REFER** the present matter to the Chief Justice of this Honourable Court so that he or she may determine the district in which the class action is to be brought;
- [11] **ORDER** that should the class action be in another district, the clerk of the Court, upon receiving the decision of the Chief Justice, transfer the present record to the clerk of the designated district.
- [12] **MAKE ANY OTHER ORDER** this Honourable Court deems appropriate;
- [13] **THE WHOLE** with legal costs, including expert fees.

MONTREAL, April 2, 2024



LCM ATTORNEYS INC.

Attorneys for Plaintiffs

John Brandone, Berta Ricciuti and

Vince Basciano

NOTICE OF PRESENTATION

PLEASE NOTE that this *Amended Restated Application for Authorization to Institute a Class Action and to Obtain the Status of Representative* will be presented before the Honorable Mr. Justice Donald Bisson, J.C.S. as soon as this matter may be heard, at the Montreal Superior Court located at 1 Notre Dame East, in a room and at a time to be determined by his Lordship.

PLEASE DO GOVERN YOURSELVES ACCORDINGLY

MONTREAL, April 2, 2024

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "LCM Attorneys Inc.", is written over a horizontal line.

LCM ATTORNEYS INC.

Attorneys for Plaintiffs

John Brandone, Berta Ricciuti and

Vince Basciano

C A N A D A**S U P E R I O R C O U R T**

(Class Action)

**PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL****N° 500-06-001116-207****JOHN BRANDONE****BERTA RICCIUTI**

and

VINCE BASCIANO

Plaintiffs

v.

RECY-BETON INC.

and

TRANS-CANADA CRUSHING LTD.

Defendants

**AMENDED LIST OF EXHIBITS
(dated April 2, 2024)***(in support of the Amended Restated Application for
Authorization to Institute a Class Action and to Obtain
the Status of Representative)*

R-1:	Exchange of emails between the Court and former attorney, Charles O'Brien, on December 8, 2021.
R-2:	Letter sent to the honorable Judge Bisson dated May 5 th , 2022.
R-3:	Extract of Land Registry concerning John Brandone's place of residence in 2010.
R-4:	Extract of Land Registry concerning Berta Ricciuti's place of residence in 2010.
R-5:	Extract of Land Registry concerning Vince Basciano's place of residence in 2009.
R-6:	Extract of Quebec Company Registry for Trans-Canada Crushing inc.

R-7:	Extract of Montreal Property Assessment Roll for Trans-Canada Crushing inc.
R-8:	<i>En liasse</i> , extracts of the websites of Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing inc.
R-9:	<i>En liasse</i> , extract of the Quebec Company Registry of Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing inc.
R-10:	Extract from Google Map regarding the Property.
R-11:	Extract from Google Map the industrial recycling facilities.
R-12:	<i>En liasse</i> , photographs of mounds.
R-13:	Video of a truck dumping construction debris.
R-14:	Videos inside and outside of the dust.
R-15:	Certificates of authorization.
R-16:	Extract of the <i>Répertoire des terrains contaminés</i> .
R-17:	Pictures and video of Mr. Brandone's property.
R-18:	Pictures of Mr. Brandone's air conditioner.
R-19:	Videos of noise pollution from Defendant's facilities.
R-20:	<i>Règlement numéro 2001-10 sur les rejets à l'atmosphère et sur la délégation de son application.</i>
R-21:	<i>Addenda – Lignes directrices relatives à la gestion de béton, de brique et d'asphalte issus des travaux de construction et de démolition et des résidus du secteur de la pierre de taille.</i>
R-22:	Regulation respecting the reclamation of residual materials (Q-2. R. 49).
R-23:	Email communication between Mr. Brandone and City of Montreal employees
R-24:	<i>En liasse</i> , letters exchanged between Mr. Basciano and the City of Montreal
R-25:	<i>En liasse</i> , pictures of the height of debris.

R-26:	Registry of names of class members
--------------	------------------------------------

MONTREAL, April 2, 2024



LCM ATTORNEYS INC.

Attorneys for Plaintiffs

John Brandone, Berta Ricciuti and

Vince Basciano

No 500-06-001116-207

SUPERIOR COURT
(Class Action)
District of Montreal

JOHN BRANDONE
BERTA RICCIUTI
and
VINCE BASCIANO

Plaintiffs

v.

RECY-BETON INC.
and
TRANS-CANADA CRUSHING LTD.

Defendants

**AMENDED RESTATED APPLICATION FOR
AUTHORISATION TO INSTITUTE A CLASS ACTION
AND TO OBTAIN THE STATUS OF
REPRESENTATIVE and AMENDED LIST OF
EXHIBITS**

ORIGINAL



Mtre Anaïs Kadian
AKadian@lcm.ca | 514.375.2673

File 71542.1
BL5788

LCM AVOCATS INC.
2700-600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 3J2



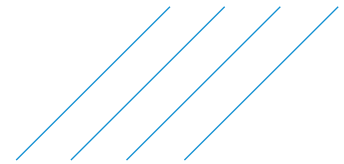
Note technique

Destinataire :	Me Érika Normand-Couture	Date :	2023-05-16
Distribution :	Simon Piché, François Thibodeau		
Auteur :	Simon Piché, ing., Ph. D.		
N° de projet :	682281	N° de document :	682281-4E-L03-03
Objet :	CONFIDENTIEL ET PRIVILÉGIÉ Dossier Recy-Béton Étude d'évaluation de l'intensité de l'impact des nuisances des poussières selon la distance de l'usine		

Le cabinet Woods s.e.n.c.r.l./LLP (« Woods ») a mandaté SNC-Lavalin inc. (« SNC-Lavalin ») afin de préparer une étude technique dans le but d'aider les parties à la demande d'autorisation d'exercer une action collective déposée dans le dossier n° 500-06-001116-207 de la Cour supérieure (John Brandone et al. c. Recy-Béton inc. et al.) à négocier une entente de règlement. L'objectif de cette étude technique est d'évaluer de façon théorique l'intensité relative des concentrations de particules en suspension totales (PST)¹ associées aux émissions de poussières provenant hypothétiquement de l'usine de Recy-Béton. L'intensité relative doit être délimitée pour le secteur résidentiel situé dans le quadrant nord-ouest par rapport à l'usine dans le quartier Rivière-des-Prairies. Cette note technique présente les résultats de cette analyse ainsi que toutes les méthodes, les hypothèses et tous les intrants utilisés pour arriver à cette fin.

Notes importantes : Pour les fins de ce mandat, la quantité de PST dans l'air ambiant du quartier Rivière-des-Prairies n'a pas été mesurée. Par conséquent, rien ne permet de conclure que des PST sont émises de l'usine de Recy-Béton ou en quantité hors norme. Ce mandat a pour but de créer une simulation d'émissions de PST de l'usine Recy-Béton afin d'identifier les secteurs (rues) du quartier Rivière-des-Prairies qui seraient potentiellement plus à risque d'un impact de telles émissions théoriques. Également, les résultats de cette évaluation sont fondés sur une simulation qui prend en compte des émissions de PST théoriques qui proviendraient seulement de l'usine de Recy-Béton. Or, les concentrations réelles de PST dans l'air ambiant du quartier, qui n'ont pas été mesurées, proviennent de plusieurs sources potentielles comme les transports, les autres sites industriels et commerciaux, les terrains non couverts, etc. Le document en annexe présente un inventaire visuel des autres sources potentielles (sans les transports) dans le secteur, effectué en juillet 2021. Dans le cadre de cette étude, aucun échantillonnage n'a été fait. Les sources réelles d'émission de PST ont été identifiées.

¹ Particules en flottaison dans l'air ayant un diamètre aérodynamique généralement inférieur à 30 micromètres.



Par conséquent, rien ne permet d'établir la quantité de PST dans l'air ambiant qui provient de Recy-Béton spécifiquement ou de toute autre source.

1. Méthodologie

Les émissions de poussières des sources fixes et fugitives comme celles retrouvées à l'usine de Recy-Béton se dispersent dans l'atmosphère créant des panaches de PST dont la concentration dans l'air diminue au fur qu'on s'éloigne de la source d'émissions. Les causes incluent l'effet de dilution par diffusion turbulente mécanique (p. ex. en présence de bâtiments, collines, etc.), l'effet thermique (flottabilité des gaz chauds) et le cisaillement par le vent, ainsi que d'autres phénomènes spécifiques aux poussières soit la déposition sèche, humide et/ou chimique des PST. L'ensemble de ces phénomènes est essentiellement la résultante des conditions météorologiques du moment.

Afin de simuler l'ensemble de ces phénomènes, le modèle AERMOD (« *American Meteorological Society and Environmental Protection Agency Regulatory Air Dispersion Model* », version 22112) peut être utilisé. AERMOD est un modèle de panache en régime permanent de type gaussien avancé considérant des champs météorologiques en deux dimensions (variabilité verticale et uniformité dans le plan horizontal), mais qui considère toutefois l'interaction de la topographie avec les panaches des sources d'émissions de contaminants atmosphériques. Il permet de tenir compte du sillage des bâtiments sur la dispersion du panache de cheminée et considère l'élévation en raison de la quantité de mouvement verticale et à la flottabilité (*buoyancy*) des gaz chauds s'échappant des cheminées. Finalement, le modèle tient compte de la variation horaire des paramètres météorologiques et des inversions de température au sol ou en altitude.

Ce modèle est régulièrement utilisé dans les études d'impact sur la qualité de l'air de projets industriels au Québec et ailleurs dans le monde. Il s'agit en fait du modèle réglementaire aux États-Unis et dans plusieurs provinces canadiennes, dont le Québec. D'ailleurs, l'annexe H du Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA) mentionne que les modèles de dispersion qui peuvent être utilisés sont ceux indiqués dans l'édition la plus récente du guide « *Guideline on air quality models* » de l'*United States Environmental Protection Agency* (US EPA, 2017, Annexe W, Pt. 51). Or, ce guide désigne AERMOD comme étant le modèle à privilégier pour les études de dispersion à l'échelle rapprochée ou locale (< 50 km) comme c'est le cas pour la présente étude.

Les données d'entrée du modèle comprennent :

- › Le domaine de modélisation incluant la position et l'élévation des récepteurs, c'est-à-dire les lieux où l'on désire évaluer la concentration des PST dans l'air ambiant au niveau du sol;
- › Les intrants caractérisant les sources et taux d'émissions (position, dimension, quantité émise, température d'émission, etc.);
- › Les données météorologiques;
- › Les paramètres contrôlant les options du modèle.



1.1. Domaine de modélisation

Le domaine de modélisation s'étend sur 36 km² (6 x 6 km) et est centré sur les installations de Recy-Béton au 10575, boul. Henri-Bourassa Est dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles à Montréal. Ce domaine englobe les zones résidentielles situées dans le quadrant nord-ouest par rapport à l'usine jusqu'à la rivière des Prairies.

Les points de calcul des concentrations de PST dans l'air ambiant ont été répartis densément et uniformément à tous les 100 m sur l'ensemble du domaine de modélisation (3 721 récepteurs) avec pour objectif de bien distinguer les concentrations de PST selon l'endroit dans le quartier Rivière-des-Prairies. Puisque les émissions de l'usine surviennent près de la surface du sol, la concentration dans l'air est maximale à l'usine et va en diminuant avec la distance. Ainsi, concernant les secteurs résidentiels, les concentrations maximales sont attendues au niveau des résidences qui sont les plus rapprochées de l'usine dans chaque direction. Des points de calculs spécifiques (82 au total) ont donc été ajoutés pour chaque résidence pour laquelle, selon notre appréciation initiale, le maximum des concentrations de PST pourrait être calculé lors des simulations ([figure 1](#)). Elles se situent (en allant de l'ouest à l'est) sur une partie du boul. Maurice-Duplessis et de la 63^e Avenue, la partie rapprochée de la 70^e Avenue et de la 77^e Avenue, la partie rapprochée de la rue Olivier-Lejeune, le long de la rue Thomas-Payne, le long de la rue Marie-Anne-Tison, et une partie du boul. Saint-Jean-Baptiste au nord-est.

La topographie locale (élévation) a été intégrée au modèle AERMOD à partir des données numériques d'élévation du Canada (DNEC, Ressources naturelles Canada) à l'échelle 1:50 000 d'une résolution horizontale approximative de 20 m. Le processeur de terrain AERMAP (version 22112) intégré à AERMOD a été utilisé à cet effet.

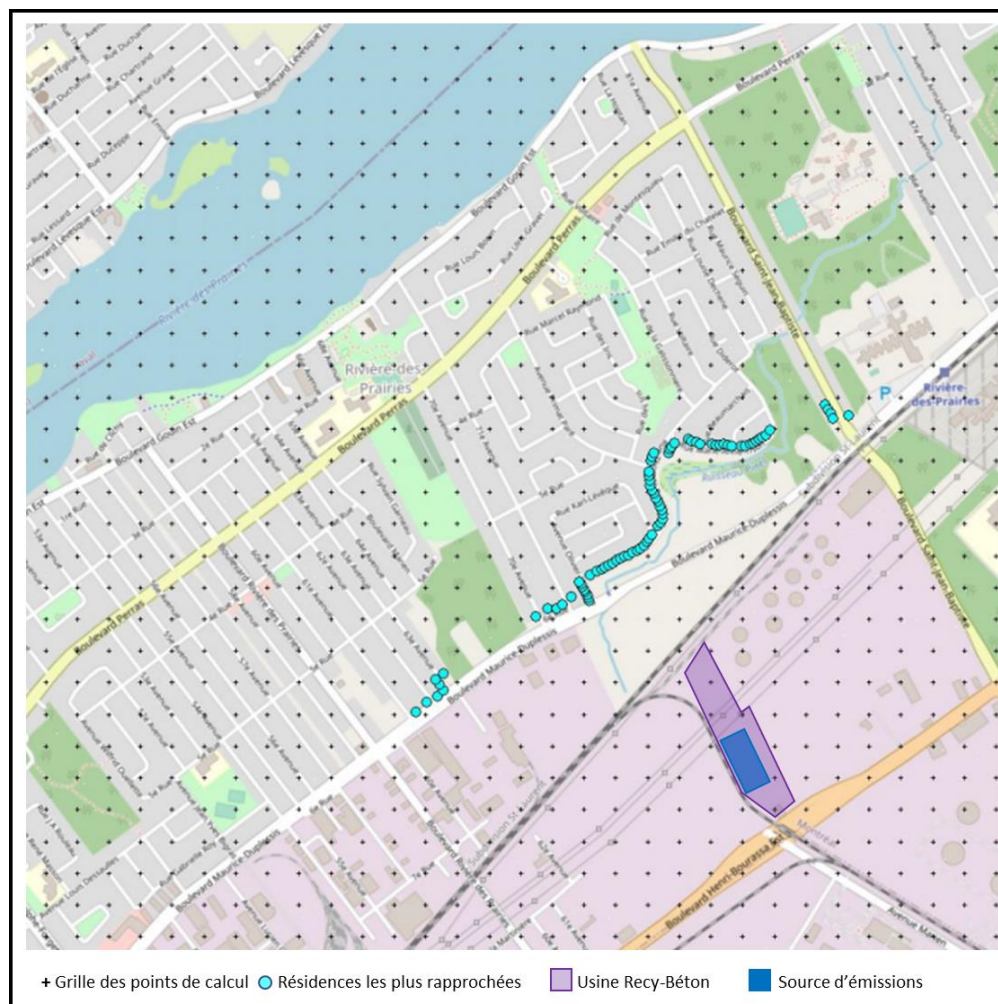


Figure 1 Domaine de modélisation et points de calcul pour le secteur situé au nord-ouest de l'usine

1.2. Caractéristiques de la source d'émission

L'objectif de cette évaluation est de développer une approche de calculs permettant de différencier l'impact des émissions de PST de Recy-Béton selon l'endroit dans les quartiers résidentiels situés au nord et nord-ouest de l'usine. Pour ce faire, une source d'émissions unique de type surfacique a été modélisée représentant la zone où se situe la zone d'entreposage des matériaux concassés qui serait la source principale des poussières de l'usine. Celle-ci a été favorisée par rapport au concasseur de granulats puisque ce dernier est équipé d'un système d'arrosage permettant de contrôler les émissions de PST. Pour ce qui est de l'aire d'entreposage, lors du passage du vent, des fines du granulat concassé peuvent être emportées dans l'air et créer des panaches de PST, particulièrement lors de périodes sèches. Les caractéristiques de cette source qui doivent être spécifiées dans le modèle AERMOD sont résumées au [tableau 1](#). La localisation et l'envergure de l'aire d'entreposage sont illustrées à la [figure 1](#).



Tableau 1 Caractéristiques de la source surfacique modélisée

Coordonnées centrales (UTM18)		Élévation de base ⁽¹⁾	Superficie	Dimension verticale ⁽²⁾	Hauteur d'émission ⁽³⁾	Sigma-Z ⁽⁴⁾
Est (m)	Nord (m)	m	m ²	m	m	m
613 168	5 056 297	39	21 378	10,0	5,0	4,65

(1) Élévation du terrain par rapport au niveau de la mer

(2) Dimension verticale = la hauteur de la pile considérée dans le cadre de cette évaluation par rapport au sol

(3) Hauteur d'émission = dimension verticale / 2

(4) Sigma-Z (dimension verticale initiale du panache) = dimension verticale / 2,15

Un taux d'émission fictif de 1 g/m²s de PST a été appliqué, non pas pour déterminer de vraies concentrations de PST dans l'air, mais pour établir un cadre permettant d'établir l'impact relatif des émissions de PST de l'usine de Recy-Béton dans les secteurs sensibles. Ce taux unitaire fictif est appliqué pour chaque heure des cinq (5) années de données météorologiques disponibles (voir section 1.3), à l'exception des périodes suivantes pour lesquelles un taux nul est appliqué :

- › 1^{er} décembre au 31 mars : Période hivernale pendant laquelle il n'y a pas d'activités de concassage et que l'aire d'entreposage est généralement recouverte de neige et/ou gelée;
- › Lorsque la vitesse du vent pour l'heure modélisée est inférieure à 19,3 km/h : Dans ce cas-ci, il est supposé que la vitesse de vent n'est pas suffisante pour emporter des fines de granulats dans l'air, du moins sur de longues distances. Le seuil de 19,3 km/h s'inspire du seuil suggéré par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) dans le cadre d'études de dispersion atmosphérique pour des projets miniers.²

1.3. Données météorologiques

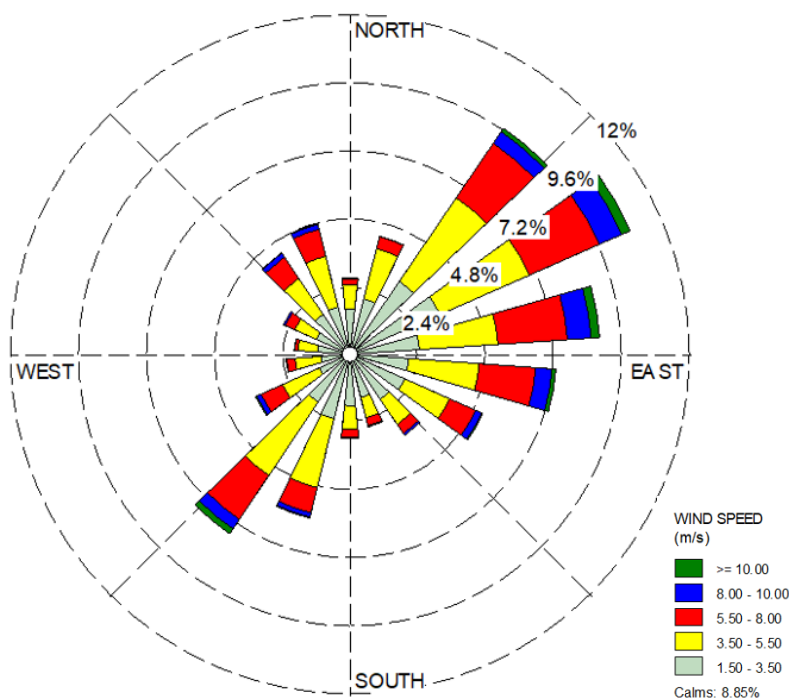
Le modèle AERMOD requiert des observations horaires en surface (vitesse et direction du vent, température et couvert nuageux) provenant d'une station météorologique et des sondages aérologiques une fois par jour le matin. Les sondages aérologiques (mesure du profil vertical des paramètres météorologiques à l'aide de ballons-sondes) sont utilisés pour l'estimation des hauteurs de mélange durant le jour. Des paramètres de surface à la station météorologique doivent également être spécifiés afin d'estimer la turbulence dans la couche limite planétaire. Ces données doivent être fournies sur une base horaire au modèle. Le modèle micro-météorologique AERMET sert à préparer cette base de données météorologiques.

Le MELCCFP met à la disposition sur son site internet des jeux de données météorologiques pour utilisation avec le modèle AERMOD. Celles-ci peuvent être utilisées du moment qu'elles soient représentatives des conditions retrouvées dans le domaine de modélisation. Ces données ont déjà été traitées par le modèle AERMET (version 180821) et sont prêtes pour utilisation directement dans AERMOD sans manipulation supplémentaire.

² MELCCFP, Guide d'instructions – Préparation et réalisation d'une modélisation de la dispersion des émissions atmosphériques – Projets miniers, Février 2017, disponible en ligne.

Pour cette étude, les données météorologiques de la station de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau pour les années 2008 à 2012, mises à la disposition par le MELCCFP, ont été utilisées. Cette station est située dans un environnement urbain à environ 25 km au sud-sud-ouest de l'usine de Recy-Béton qui est également située dans un environnement urbain.

La direction et la vitesse des vents qui exercent une influence importante sur la dispersion atmosphérique sont illustrées dans la rose des vents du jeu de données météorologiques appliquées dans cette étude pour la période allant d'avril à novembre seulement (figure 2). Les vents dominants proviennent du secteur compris entre l'ouest et le sud-ouest, c'est-à-dire qu'ils soufflent à environ 30 % du temps de l'usine en direction nord-est où se situent essentiellement d'autres secteurs d'affection mixte. Les périodes de vent calme (< 1,5 km/h) surviennent environ 9 % du temps. Les vents se dirigeant vers les secteurs résidentiels sensibles, soit le quadrant nord-ouest, surviennent 16 % du temps. Seulement 20 % de ces occurrences (représentant au total 3 % de l'année) exhibent des vitesses supérieures à 5,5 m/s ($\pm 19,3$ km/h) pour lesquelles des émissions de PST sont simulées dans le modèle AERMOD. Pour les autres occurrences (< 19,3 km/h), aucune émission n'est simulée comme expliqué précédemment.



Les pétales indiquent la direction des vents

Figure 2 **Rose des vents – Aéroport Pierre-Elliott-Trudeau (2008-2012 pour les mois d'avril à novembre inclusivement)**



1.4. Options

Certaines options du modèle doivent être spécifiées avant de débiter les simulations. Celles-ci sont résumées ci-dessous :

- › Les coefficients de dispersion en milieu « urbain » sont appliqués.
- › La déposition sèche et humide des PST est intégrée au modèle puisque les émissions surviennent à proximité du sol, que la masse volumique des PST est relativement élevée (poussières de granulats) et que la fraction de particules plus grossières ($> 10 \mu\text{m}$) est importante. Le modèle de dispersion requiert pour chacune de ces sources une distribution par classe de diamètre des particules de même que la masse volumique des particules de chacune de ces classes ([tableau 2](#)).
- › La prise en compte des effets de sillage de bâtiments sur la dispersion des panaches provenant de sources ponctuelles n'est pas requise.

Tableau 2 Paramètres pour la déposition sèche des PST

Classes de particules et diamètres moyens (μm)	< 2,5	2,5 – 10	> 10
	1,25	6,25	20
Proportion relative (%) ⁽¹⁾	0,075	0,425	0,50
Masse volumique de grains (g/cm^3) ⁽²⁾	2,6	2,6	2,6

(1) Valeurs extraites à partir de la méthode de calculs des émissions de particules associées au phénomène d'érosion éolienne des aires d'entreposage du MELCCFP (Guide d'instructions – Préparation et réalisation d'une modélisation de la dispersion des émissions atmosphériques – Projets miniers, Février 2017).

(2) Les poussières de granulats (sable, gravier, sol inorganique) ont typiquement une densité de particules de 2,6 à 2,8 g/cm^3 .

2. Résultats

Suivant la mise en place du modèle, les calculs ont été réalisés à partir du taux d'émission unitaire fictif résultant à des concentrations fictives correspondantes de PST dans l'air ambiant pour chaque récepteur et chaque heure du jeu de données météorologiques. Ces concentrations fictives sont ensuite utilisées pour établir une intensité relative de l'impact des émissions de poussières de l'usine suivant les étapes suivantes.

1. Des concentrations moyennes fictives sur base quotidienne sont calculées à partir de ces résultats puisque la dispersion des panaches de poussières est une problématique à court terme et que la norme de qualité de l'atmosphère est applicable pour la période d'exposition quotidienne.
2. Le « maximum » des concentrations moyennes quotidiennes fictives parmi les cinq années de données météorologiques est ensuite extrait pour chaque récepteur.



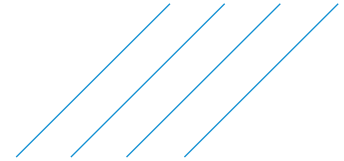
3. Le « maximum » le plus élevé parmi les 82 résidences les plus rapprochées de la [figure 1](#) est identifié (ci-après « résidence de référence »);
4. La concentration moyenne quotidienne maximum pour chaque récepteur est ensuite divisée par ce résultat « maximum » permettant d'avoir des ratios inférieurs à 1 pour les autres résidences du quartier Rivière-des-Prairies;
5. Des courbes isocontours représentant les ratios de 1, 0,75, 0,50, 0,25 et 0,125 sont ensuite préparées avec objectif de séparer le domaine de modélisation en cinq zones, exception faite de la zone intérieure incluant l'usine pour laquelle la présente évaluation ne s'applique pas ([figure 3](#)). La dernière courbe isocontours (0,125) a été choisie afin d'inclure la majorité des résidences du secteur résidentiel au nord de l'usine Recy-Béton jusqu'à la rivière des Prairies.
 - › Zone « 1 » de la [figure 3](#) située entre les courbes isocontours « 0,75 » et « 1 » à environ 0,4 – 0,55 km au nord de l'usine;
 - › Zone « 2 » située entre les courbes « 0,5 » et « 0,75 » à environ 0,55 – 0,80 km au nord de l'usine;
 - › Zone « 3 » située entre les courbes « 0,25 » et « 0,5 » à environ 0,8 – 1,2 km au nord de l'usine;
 - › Zone « 4 » située entre les courbes « 0,125 » et « 0,25 » à environ 1,2 – 1,6 km au nord de l'usine, soit jusqu'à la rivière des Prairies;
 - › Zone « 5 » située au-delà de la courbe « 0,125 ».

En prenant compte de la configuration des différentes zones et de la densité de population, les résultats de cette simulation démontrent que les concentrations fictives de PST se retrouveraient principalement dans les zones « 1 » et « 2 ». Ces résidences sont identifiées sur la carte de la [figure 4](#).

- › La zone « 1 » comprend quatre-vingt-une (81) résidences unifamiliales et un (1) duplex au coin de la rue Pierre-Louis-Panet et la rue Henri-Christophe pour un total de quatre-vingt-trois (83) adresses;
- › La zone « 2 » comprend cent vingt-sept (127) résidences unifamiliales, soixante-quatre (64) duplex, deux (2) triplex et cinq (5) multiplex (25 adresses au total) pour un total de deux cent quatre-vingt-six (286) adresses.



SNC • LAVALIN



Veuillez noter que ce décompte des adresses se base sur les informations disponibles sur *Google Maps* en date de mars 2023 et qu'il existe une possibilité d'une légère divergence par rapport à la réalité.

N'hésitez pas à communiquer avec nous si vous désirez des informations supplémentaires.

SNC-Lavalin inc.

Préparée par :

Simon Piché, ing., Ph. D.
No de membre de l'OIQ : 5001655
Qualité de l'air

Vérifiée par :

Francois Thibodeau, ing.
No de membre de l'OIQ : 117526
Chef d'équipe, Émissions atmosphériques

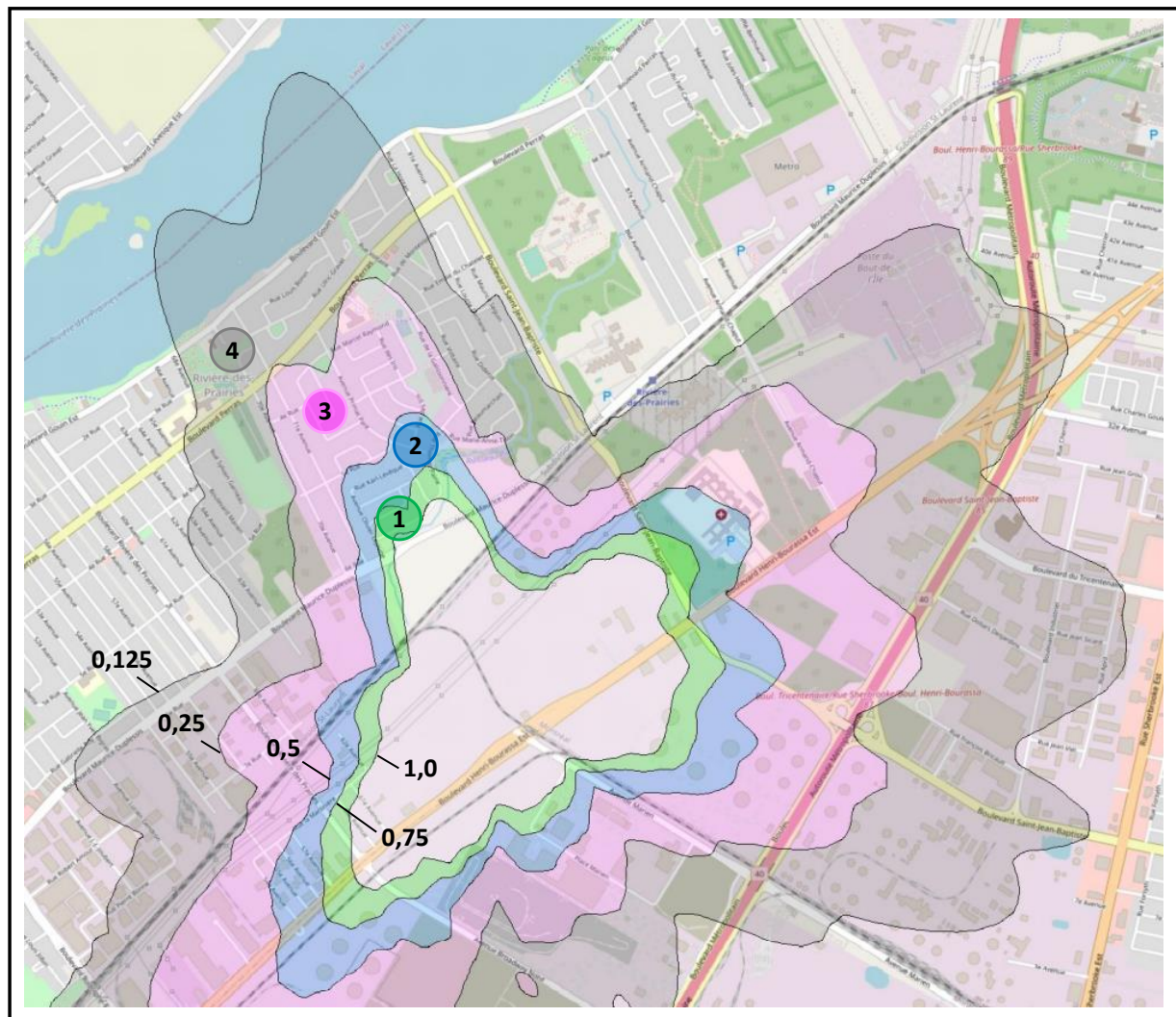


Figure 3 Courbes isocontours représentant l'intensité relative des concentrations maximales de PST dans l'air ambiant au niveau du sol pour la période d'exposition quotidienne par rapport à la « résidence de référence »



Figure 4 Identification des résidences comprises dans les zones 1 et 2



Annexe

Inventaire visuel des autres sources potentielles dans le secteur (sans les transports)

Inventaire visuel des sources industrielles et commerciales potentielles d'émission de particules totales dans le secteur environnant le site de Recy-Beton Inc. (10575 Henri-Bourassa Est. H1C 1G6)

Effectué en juillet 2021. Aucune quantification. Simple identification des sources potentielles.

Source	Nom et adresse	Description de l'activité
1	Site de disposition de la neige, Ville de Montréal 11570 Avenue Armand-Chaput, Montréal, Québec	Remblai de granulat et terrain non pavé (circulation des camions et conteneurs)
2	Groupe Infinya 11555 Avenue Armand-Chaput, Montréal, Québec	Terrain de stationnement non pavé (circulation des camions avec conteneurs)
3	Energir Gaz-Metro Intersection 11401 Avenue Armand-Chaput, 11201 Boul Henri Bourassa, Montréal, Québec et sur	Terrain avec gravier (circulation des camions et véhicules)
4	Unibéton 10705 Boul Henri-Bourassa E, Montréal, QC H1C 1G7	Remblais de sables, gravier, circulation des bétonnières sur terrain pavé dalle, générant de la poussière
5	P. Brunet – Bois de foyer Boul. Saint-Jean-Baptiste, Montréal, QC	Broyeurs à bois et recyclage, Terrain non pavé (circulation des camions et véhicules)
6	Stationnement de L'Est et Parking spot 10999 Boulevard Saint-Jean-Baptiste	Terrain non pavé (circulation des camions conteneurs et véhicules)
7	Suncor (parc de réservoirs et raffinerie) ENTRE Boulevard Saint-Jean-Baptiste, Boul Métropolitain E et Boul Marien	Remblais et chemin de gravier, pierre et terre sur le périmètre de Suncor
8	RTA Pieces d'auto usagées et scrap 11250 Boulevard Saint-Jean-Baptiste	Terrain non pavé de stationnement (circulation des camions et véhicules)
9	INSTA Mix Inc 10685 Boul Henri-Bourassa E, Montréal, QC H1C 1G7	Terrain non pavé (circulation des camions, engins et véhicules)
10	Houle Jet de Sable Ltée assemblage et peinture 10645 Boul Henri-Bourassa E, Montréal, QC H1C 1G7	Terrain non pavé (circulation des camions, engins et véhicules)
11	Zohar Groupe, United Rentals - Fluid Solutions et FX Lange 10600 et 10550 Boul Henri-Bourassa E, Montréal, QC H1C 1G7	Terrain non pavé de stationnement et réparation (circulation des camions, engins et véhicules)
12	Construction DJL inc 11211 Boulevard Métropolitain E, Montréal Est	Remblais de gravier, granulat, et terrain non pavé + circulation des camions et engins
13	Englobe – traitement de sols 8365 Av Broadway N, Montréal-Est, QC H1B 5x7	Remblais de sables, terre et granulats, terrain non pavé, traitement des sols et circulation des camions et véhicules

Source	Nom et adresse	Description de l'activité
14	Site de traitement des sols et granulas 10555 Boul Métropolitain E, Montréal-Est, Québec	Remblais de sables, terre et granula + traitement des sols et circulation des camions et véhicules
15	Métaux dépôt et Praxair Canada 10301 et 10447 Boul Métropolitain E, Montréal Est	Terrains non pavés des unités industriels : Scrap, métal, remblai terre, sables, argile, + circulation des camions, engins et véhicules
16	Atelier Pierres Primcar 11655 Av Lucien Gendron Montréal	Traitement des pierres + circulation des camions, engins et véhicules
17	Konstant 11655 Av Lucien Gendron Montréal	Traitement et recyclage des terres + circulation des camions, engins et véhicules
18	Shell dépôt de Montréal 10065 Boul Henri-Bourassa E Montréal	Circulation des camions, engins à l'intérieur de dépôt sur terrain en gravier et dalle
19	GT intermodal Annex Dépôt de conteneurs 10595 Boul Henri-Bourassa E, Montréal, QC H1C 1T3	Terrain non pavé, circulation de camions avec conteneurs
20	Signalisation Prospère 11450 Av Armand-Chaput, Montréal, Québec	Terrain non pavé, remblais sable, gravier et terre, circulation de camions et engins
21	EBC Chantier Intersection Rue Broadway Nord et Autoroute Métropolitain E	Terrain non pavé, remblais sable, gravier et terre, circulation de camions et engins
22	Carrière adjacente à Engolbe et EBC	Terrain non pavé, remblais sable, gravier et terre, circulation de camions et engins
23	Pièces usagées Nord-Sud 11111 Boulevard Saint-Jean-Baptiste, Montréal Est	Terrain non pavé, réparations et circulation de camions et engins
24	Pavage Routek 8400 Place Marien, Montreal-Est QC H1B 5W8	Terrain non pavé, remblais sable, gravier et terre, circulation de camions et engins
25	Écn Sol Inc 8770 Marien Pl, Montreal-Est QC H1B 5W8	Terrain non pavé, remblais sable, traitement du sol et terre, circulation de camions et engins
26	GFL Environnement Inc 8381 Place Marien, Montréal H1B 5W6	Terrain non pavé, circulation de camions, citernes et engins
27	Hydro-Québec, Poste Bout-de-L'Île - Centre de mise en marché R.B.M. 11355 boul. Henri-Bourassa E, Montréal, QC H1A 1A1	Terrain non pavé, sable et gravier, circulation de quelques véhicules
28	GATX Rail Canada 9300 boul. Maurice-Duplessis, QC H1E 1M7	Terrain non pavé, circulation de véhicules et de wagons
29	EBI 9000, av. Marien, Montréal-Est, QC H1B 0A6	Terrain non pavé, circulation de véhicules
30	Copart 6900, av. Marien, Montréal-Est, QC H1B 4W3	Terrain non pavé, circulation de véhicules
31	Valero, Dépôt de Montréal-Est	Terrain non pavé, gravier et béton, circulation de véhicules

Source	Nom et adresse	Description de l'activité
	7000, av. Marien, Montréal-Est, QC H1B 4W3	
32	Pépinière Mucci 10065, boul. Henri-Bourassa E, Montréal, QC	Terrain non pavé, circulation de véhicules, entreposage de terre, gravier et sable en tas
33	Autos Gaétan Laferrière 10005, boul. Henri-Bourassa E, Montréal, QC	Terrain non pavé, circulation de véhicules
34	Pavage Trans Island 2000 inc. 9855, Boul. Henri-Bourassa E, Montréal, QC	Terrain non pavé, circulation de véhicules, sable et gravier en vrac
35	Simco Démolition 11345, 61e av., Montréal, QC H1C 2B7	Terrain non pavé, circulation de véhicules
36	Ferraille et démolition Raicek 11362, 60° av. Montréal, QC H1C 1N9	Terrain non pavé, circulation de véhicules
37	Sanexen 9801 Rue la Martinière, Montréal, QC H1C 1Z3	Terrain non pavé, circulation de véhicules
38	Chagnon 9800 Rue la Martinière, Montréal, QC H1C 1V2	Terrain pavé, circulation de véhicules, sable et gravier en vrac
39	TGA Montréal inc. 9850 Rue la Martinière, Montréal, QC H1C 1V2	Terrain pavé, circulation de véhicules
40	Terrain non identifié Rue la Martinière, Montréal, QC H1C 1V2	Terrain non pavé, entreposage de matériaux secs (terre, sable gravier) en tas.
41	Terrain non identifié Boul. Maurice-Duplessis, Montréal, QC	Terrain non pavé, entreposage de matériaux secs (terre, sable gravier) en tas.
42	GT Group 10000 Bd Maurice-Duplessis, Montréal, QC H1C 2A2	Terrain pavé, circulation de véhicules
43	AIM 9100 Boul Henri-Bourassa E, Montréal-Est, QC H1E 2S4	Terrain non pavé, circulation de véhicules et wagons, entreposage de matériaux secs, procédé de recyclage de métal
44	Sanexen 9405, Rue La Martiniere, Montréal, QC H1E 3K8	Terrain non pavé, circulation de véhicules, tas de gravier et matériaux secs
45	Guay 11225 Boul Métropolitain E, Montréal-Est, QC H1B 1A3	Terrain non pavé, circulation de véhicules, tas de gravier et matériaux secs
46	Recy-Béton 10575 Boul Henri-Bourassa E, Pointe-aux-Trembles, QC H1C 1G6	Terrain non pavé, circulation de véhicules, tas de gravier et matériaux secs
47	Pavage Royal City 11560 Bd Rivière-des-Prairies, Montréal, QC H1C 1P9	Terrain non pavé, circulation de véhicules, tas de gravier et matériaux secs
48	Remorquage RFA Belanger 11500 57e Avenue, Montréal, QC H1E 4B6	Terrain non pavé, circulation de véhicules

La carte ci-dessous indique l'emplacement approximatif de chacune des sources inventoriées au tableau précédent.



NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL HEARING

Read this notice carefully as it may affect your legal rights.

On December 30, 2020, plaintiffs John Brandone, Berta Ricciuti, and Vince Basciano instituted a class action in the district of Montreal against defendants Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing Ltd. for damages and inconveniences they alleged to have suffered due to dust emissions from facilities owned by the defendants at the time.

The class members concerned by this class action are as follows:

"All persons who, between December 30, 2017, and April 30, 2022, were owners, tenants or residents of immovables located in the Borough of Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, in the City of Montreal (Quebec), within a 2-kilometre radius from the limits of the Defendants' property located at 10575 Henri-Bourassa Blvd. East"

Following the institution of this class action, a settlement agreement was reached, without any admission of liability and for the sole purpose of putting an end to the litigation in the mutual interest of all parties concerned.

On July 8, 2024, the Superior Court authorized the bringing of the class action for the sole purpose of approving a settlement.

Which class members are eligible for compensation?

Under the terms of the settlement agreement reached between the parties, members who have resided at addresses located in zones 1 and 2, as identified in **Appendix A** attached to this notice, are entitled to receive compensation in the amount of \$400.00 for zone 1 and \$200.00 for zone 2. Only one compensation will be distributed per address, regardless of the number of members per household. It is understood that if more than one household has resided at an address between December 30, 2017, and April 30, 2022, the amount of compensation will be divided among each of these households in proportion to the length of their residence during the relevant period.

What happens next?

The Superior Court will hold a hearing to decide whether to approve the settlement. Although your presence is not required, you can attend this hearing, which will be held on **September 5th, 2024, at 9:30 am** at the Montreal Courthouse located at 1 Notre-Dame Street East, in Montreal, Quebec, Canada, in room **17.09**.

If the settlement is approved by the Superior Court, you will receive a notice informing you of the approval judgment and the method by which eligible members will be able to claim their compensation.

What are your rights and options?

Do nothing: if you are an eligible member, you will benefit from the compensation provided for in the settlement following its approval by the Court.

Opt-out of the settlement: you will not receive any benefits from the settlement. You will retain any personal claim you may have against the defendants Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing Ltd.

You must send the Court and the attorneys for each party a signed letter stating (i) your contact information (full name, current address, e-mail address and telephone number), (ii) that you are a class member, (iii) that you wish to opt-out and (iv) the reason for your exclusion. You must submit your signed letter, no later than 45 days

following July 8, 2024, to the Clerk of the Quebec Superior Court and to each party's attorneys at the addresses indicated below.

Contesting the settlement: If you wish to contest the settlement, you must send the Court a written and signed contestation containing (i) your contact information (full name, current address, e-mail address and telephone number), (ii) a statement that you wish to contest the approval of the settlement, (iii) the reasons for your contestation, including supporting documents if applicable, and (iv) an indication of your intention to be present at the settlement approval hearing, as well as the name, address, telephone number and e-mail address of your attorney if you are represented by counsel. The contestation may be made on behalf of a single class member or on behalf of several class members residing at the same address. You must submit your written and signed contestation, no later than 45 days following July 8, 2024, to the Clerk of the Superior Court of Quebec and to each party's attorneys at the addresses indicated below.

The address of the Clerk of the Superior Court of Québec is:

Clerk of the Superior Court of Quebec
Montreal Courthouse
1, Notre-Dame Street East
Suite 1.120
Montreal (Quebec) H2Y 1B6
File number: 500-06-0001116-207

The address of the attorneys for the class representatives and the class is:

LCM Avocats inc.
c/o Me Anaïs Kadian
600 de Maisonneuve West, Suite 2700
E-mail: akadian@lcm.ca
Telephone: 514-375-2665
Fax: 514-905-2001

The address of the attorneys for the defendants Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing Ltd. is:

Woods s.e.n.c.r.l.
c/o Me Marie-Louise Delisle and Me Érika Normand-Couture
2000 McGill College Avenue, Suite 1700
Montreal, Quebec, H3A 3H3
E-mail: mldelisle@woods.qc.ca / ecouture@woods.qc.ca
Telephone: 514-370-2698
Fax: 514-284-2046

This notice is an abridged version of the notice to members, the full version of which can be consulted at the following address: [www.classactions.ca].

This notice and its publication have been approved and authorized by the Superior Court of Court of Quebec.

AVIS D'AUTORISATION ET DE RÈGLEMENT

Veillez lire cet avis attentivement puisqu'il pourrait avoir une incidence sur les droits que vous accorde la loi.

Le 30 décembre 2020, les demandeurs John Brandone, Berta Ricciuti et Vince Basciano ont intenté une action collective dans le district de Montréal à l'encontre des défenderesses Recy-Béton Inc. et Trans-Canada Crushing Ltd., concernant les dommages et inconvénients qu'ils allèguent avoir subis en raison d'émission de poussières provenant des installations qui appartenaient aux défenderesses à l'époque.

Le groupe visé par cette action collective est le suivant :

« Toute personne qui, entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022, était propriétaire, locataire ou résident d'immeubles dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles dans la ville de Montréal (Québec) dans un rayon de 2 kilomètres des limites de la propriété des défenderesses située au 10575 boul. Henri-Bourrassa E. »

À la suite de l'institution de cette action collective, une entente de règlement a été conclue, sans aucune admission de responsabilité et dans le seul but de mettre fin au litige dans l'intérêt mutuel de toutes les parties concernées.

Le 8 juillet 2024, la Cour supérieure a autorisé l'exercice de l'action collective aux seules fins d'approbation d'un règlement.

Quels sont les membres du groupe éligibles à une compensation?

En vertu de l'entente de règlement conclue entre les parties, les membres qui ont résidé aux adresses situées dans les zones 1 et 2, telles qu'identifiées dans l'Annexe A joint au présent avis, sont en droit de recevoir une compensation d'un montant de 400,00 \$ pour la zone 1 et de 200,00 \$ pour la zone 2. Une seule compensation sera distribuée par adresse sans égard au nombre de membres par ménage. Il est entendu que si plus d'un ménage a résidé à une adresse entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022, le montant de la compensation sera divisé entre chacun de ces ménages au prorata de la durée de leur résidence durant la période pertinente.

Qu'arrivera-t-il ensuite ?

La Cour supérieure tiendra une audience afin de décider de l'approbation du règlement. Bien que votre présence ne soit pas requise, vous pouvez assister à cette audience qui se tiendra le **5 septembre 2024 à 9h30** au Palais de justice de Montréal situé au 1 rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, Canada, dans une salle **17.09**.

Si le règlement est approuvé par la Cour supérieure, vous recevrez un avis pour vous informer du jugement d'approbation et de la méthode par laquelle les membres éligibles pourront réclamer leur compensation.

Quels sont vos droits et options ?

Ne rien faire : si vous êtes un membre éligible, vous bénéficierez des compensations prévues dans le règlement suivant son approbation par la Cour.

Vous exclure du règlement: vous ne recevrez alors aucun bénéfice du règlement. Vous conserverez la réclamation personnelle que vous pourriez avoir à l'encontre des défenderesses Recy-Béton Inc. et Trans-Canada Crushing Ltd.

Vous devez faire parvenir à la Cour et aux avocats de chaque partie une lettre signée dans laquelle vous devez écrire (i) vos coordonnées (nom complet, adresse actuelle, adresse courriel et numéro de téléphone), (ii) que vous êtes membre du groupe, (iii) que vous voulez vous exclure et (iv) la raison de votre exclusion. Vous devez soumettre votre lettre signée, au plus tard dans les 45 jours suivant le 8 juillet 2024, au Greffier de la Cour supérieure du Québec et aux avocats de chaque partie aux adresses indiquée ci-dessous.

Contester le règlement: Si vous souhaitez contester le règlement, vous devez faire parvenir à la Cour une contestation écrite et signée contenant (i) vos coordonnées (nom complet, adresse actuelle, adresse courriel et numéro de téléphone), (ii) une déclaration que vous désirez contester l'approbation du règlement, (iii) les raisons de votre contestation, en y incluant les pièces justificatives s'il y a lieu, et (iv) une indication de votre intention de vous présenter à l'audience sur l'approbation du règlement ainsi que le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de votre avocat(e) si vous êtes représenté par procureur. La contestation peut être faite au nom d'un seul membre du groupe ou au nom de plusieurs membres du groupe résidant à la même adresse. Vous devez soumettre votre contestation écrite et signée, au plus tard 45 jours suivant le 8 juillet 2024, au Greffier de la Cour supérieure du Québec et aux avocats de chaque partie aux adresses indiquée ci-dessous.

L'adresse du Greffier de la Cour supérieure du Québec est :

Greffier de la Cour supérieure du Québec
Palais de justice de Montréal
1, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B6
Dossier numéro: 500-06-001116-207

L'adresse des avocats des représentants du groupe et du groupe est :

LCM Avocats inc.
a/s M^c Anaïs Kadian
600 de Maisonneuve Ouest, bureau 2700
Courriel : akadian@lcm.ca
Téléphone: 514-375-2665
Télécopieur : 514-905-2001

L'adresse des avocats des défenderesses Recy-Béton Inc. et Trans-Canada Crushing Ltd. est :

Woods s.e.n.c.r.l.
a/s Me Marie-Louise Delisle et Me Érika Normand-Couture
2000, avenue McGill College, bureau 1700
Montréal, Québec, H3A 3H3
Courriel : mldelisle@woods.qc.ca / ecouture@woods.qc.ca
Téléphone : 514-370-2698
Télécopieur : 514-284-2046

Cet avis est une version abrégée de l'avis aux membres dont la version intégrale peut être consultée à l'adresse suivante : [www.classactions.ca].

Cet avis et sa publication ont été approuvés et autorisés par la Cour supérieure du Québec.

NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL HEARING

Read this notice carefully as it may affect your legal rights.

On December 30, 2020, Plaintiffs John Brandone, Berta Ricciuti, and Vince Basciano instituted a class action in the district of Montreal against Defendants Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing Ltd. for damages and inconveniences they alleged to have suffered due to dust emissions from facilities owned by the Defendants at the time.

The class members concerned by this class action are as follows:

"All persons who, between December 30, 2017, and April 30, 2022, were owners, tenants or residents of immovables located in the Borough of Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, in the City of Montreal (Quebec), within a 2-kilometre radius from the limits of the Defendants' property located at 10575 Henri-Bourassa Blvd. East"

Following the institution of this class action, a settlement agreement was reached, without any admission of liability and for the sole purpose of putting an end to the litigation in the mutual interest of all parties concerned.

On July 8, 2024, the Superior Court authorized the bringing of the class action for the sole purpose of approving a settlement, and granted John Brandone, Berta Ricciuti, and Vince Basciano the status of representatives for the purpose of instituting the class action on behalf of the class members.

The common issue to be dealt with collectively for the sole purpose of the settlement will be the following:

Were the dust emissions from the Defendant's activities excessive or did they constitute abnormal neighbourhood annoyances, and, if so, are class members entitled to compensation.

Does this settlement concern you?

This settlement applies to you if you are a class member. You are a class member if you are a person who, between December 30, 2017, and April 30, 2022, were owner, tenant, or resident of immovables located in the Borough of Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, in the City of Montreal (Quebec), within a 2-kilometre radius from the limits of the Defendants' property located at 10575 Henri-Bourassa Blvd. East.

Which class members are eligible for compensation?

In the context of the settlement discussions, the Defendants mandated SNC Lavalin to prepare a report based on simulations to assess the intensity and potential impact of the dust hypothetically emanating from the Defendants' facilities with a view to identifying the class members eligible to a compensation in the context of this settlement.

Under the terms of the settlement agreement reached between the parties, members who have resided at addresses located in zones 1 and 2, as identified in **Appendix A** attached to this notice, are entitled to receive compensation in the amount of \$400.00 for zone 1 and \$200.00 for zone 2. Only one compensation will be distributed per address, regardless of the number of members per household. It is understood that if more than one household has resided at an address between December 30, 2017, and April 30, 2022, the amount of compensation will be divided among each of these households in proportion to the length of their residence during the relevant period.

What happens next?

The Superior Court will hold a hearing to decide whether to approve the settlement. Although your presence is not required, you can attend this hearing, which will be held on **September 5th, 2024 at 9:30 am** at the Montreal Courthouse located at 1 Notre-Dame Street East, in Montreal, Quebec, Canada, in a room 17.09.

If the settlement is approved by the Superior Court, you will receive a notice informing you of the approval judgment and the method by which eligible members will be able to claim their compensation.

What are your rights and options?

Do nothing: If you are an eligible class member, you will benefit from the compensation provided for in the settlement once it has been approved by the Court. You will have no further personal claims against Defendants Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing Ltd. arising from the allegations in the class action.

Opt out of the settlement: However, if you do not wish to benefit from the settlement, you may opt out of the class action. You will not receive any benefits from the settlement. You will retain any personal claim you may have against the Defendants Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing Ltd.

It is important to note that opting out does not guarantee that you will receive more and that the Defendants Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing Ltd. may assert a defense to your personal claim. In addition, if you choose to opt out, you should be aware that there are strict legal time limits that must be met with respect to your personal claim. By opting out, you assume full responsibility for taking all necessary legal action in respect of your personal claim.

If you wish to opt out, you must send a signed letter to the Court indicating (i) your contact information (full name, current address, e-mail address and telephone number), (ii) that you are a class member, (iii) that you wish opt out and (iv) the reason for your exclusion.

You must submit your signed letter within 45 days of July 8, 2024, to the following address:

Clerk of the Superior Court of Québec
Montréal Courthouse
1, Notre-Dame East St.
Office 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1R5
File number: 500-06-001116-207

A copy of your signed letter should also be forwarded to:

The attorneys for the class representatives and the class:

LCM Avocats inc.
a/s Mtre. Anaïs Kadian
600 de Maisonneuve West, Office 2700
Montréal, Québec, H3A 3J2
E-mail: akadian@lcm.ca
Phone: 514-375-2665
Fax: 514-905-2001

And the attorneys for the Defendants Recy-Béton Inc. and Trans-Canada Crushing Ltd.:

Woods s.e.n.c.r.l.
a/s Mtre. Marie-Louise Delisle et Mtre. Érika Normand-Couture
2000, avenue McGill College, bureau 1700
Montréal, Québec, H3A 3H3
E-mail: mldelisle@woods.qc.ca
ecouture@woods.qc.ca
Phone: 514-370-2698
Fax: 514-284-2046

Contesting the settlement: All of the terms and conditions of the settlement were negotiated in good faith between the Plaintiffs, the attorney for the class representatives and the class and the attorneys for the Defendants. In addition, the Plaintiffs and their attorneys confirm that the settlement is in the best interests of the class members. Although your presence is not required at the settlement approval hearing, you have the right to make representations with respect to the settlement at that hearing, including whether to approve the settlement or to contest it.

If you wish to contest the settlement, you must send the Court a written and signed contestation indicating (i) your contact information (full name, current address, e-mail address and telephone number), (ii) a statement that you wish to contest the approval of the settlement, (iii) the reasons for your contestation, including supporting documents if applicable, and (iv) an indication of your intention to be present at the settlement approval hearing, as well as the name, address, telephone number and e-mail address of your attorney if you are represented by counsel.

You must submit your written and signed contestation, no later than 45 days of July 8, 2024, to the Clerk of the Superior Court of Québec at the address indicated above. A copy of your written and signed contestation must also be forwarded to the attorneys for the class representatives and the class and to the attorneys for the Defendants at their respective addresses indicated above. The contestation may be made on behalf of a single class member or on behalf of several class members residing at the same address.

Are class members represented by counsel in this matter?

Yes. LCM Avocats inc. represents the class members. Their contact information is provided above. These attorneys will not charge you anything. If you wish to be represented by your own attorney, you may do so at your own expense.

This notice and its publication have been approved and authorized by the Superior Court of Québec.

AVIS D'AUTORISATION ET DE RÈGLEMENT

Veillez lire cet avis attentivement puisqu'il pourrait avoir une incidence sur les droits que vous accorde la loi.

Le 30 décembre 2020, les demandeurs John Brandone, Berta Ricciuti et Vince Basciano ont intenté une action collective dans le district de Montréal à l'encontre des défenderesses Recy-Béton Inc. et Trans-Canada Crushing Ltd., concernant les dommages et inconvénients qu'ils allèguent avoir subis en raison d'émission de poussières provenant des installations qui appartenaient aux défenderesses à l'époque.

Le groupe visé par cette action collective est le suivant :

« Toute personne qui, entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022, était propriétaire, locataire ou résident d'immeubles dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles dans la ville de Montréal (Québec) dans un rayon de 2 kilomètres des limites de la propriété des défenderesses située au 10575 boul. Henri-Bourrassa E. »

À la suite de l'institution de cette action collective, une entente de règlement a été conclue, sans aucune admission de responsabilité et dans le seul but de mettre fin au litige dans l'intérêt mutuel de toutes les parties concernées.

Le 8 juillet 2024, la Cour supérieure a autorisé l'exercice de l'action collective aux seules fins d'approbation d'un règlement et a attribué à John Brandone, Berta Ricciuti et Vince Basciano le statut de représentants aux fins d'exercer l'action collective pour le compte des membres du groupe.

La question commune qui sera traitée collectivement aux seules fins d'approbation d'un règlement est la suivante :

Les émissions de poussières provenant des activités des défenderesses étaient-elles excessives ou constituaient-elles des inconvénients anormaux de voisinage et, le cas échéant, les membres du groupe sont-ils en droit d'obtenir une compensation.

Est-ce que ce règlement vous concerne?

Ce règlement vous concerne, si vous êtes membre du groupe. Vous êtes membre du groupe si vous êtes une personne qui, entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022, était propriétaire, locataire ou résident d'immeubles dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles dans la ville de Montréal (Québec) dans un rayon de 2 kilomètres des limites de la propriété des défenderesses située au 10575 boul. Henri-Bourrassa E.

Quels sont les membres du groupe éligibles à une compensation?

Dans le cadre des discussions de règlement, les défenderesses ont mandaté SNC Lavalin pour préparer un rapport basé sur des simulations afin d'évaluer l'intensité et l'impact potentiel des poussières hypothétiquement émises par les installations des défenderesses dans le but d'identifier les membres du groupe éligibles à une compensation dans le cadre de ce règlement.

En vertu de l'entente de règlement conclue entre les parties, les membres qui ont résidé aux adresses situées dans les zones 1 et 2, telles qu'identifiées dans l'Annexe A joint au présent avis, sont en droit de recevoir une compensation d'un montant de 400,00 \$ pour la zone 1 et de 200,00 \$ pour la zone 2. Une seule compensation sera distribuée par adresse sans égard au nombre de membres par ménage. Il est entendu que si plus d'un ménage a résidé à une adresse entre le 30 décembre 2017 et le 30 avril 2022, le montant de la compensation sera divisé entre chacun de ces ménages au prorata de la durée de leur résidence durant la période pertinente.

Qu'arrivera-t-il ensuite ?

La Cour supérieure tiendra une audience afin de décider de l'approbation du règlement. Bien que votre présence ne soit pas requise, vous pouvez assister à cette audience se tiendra **5 septembre 2024 à 9h30** au Palais de justice de Montréal situé au 1 rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, Canada, dans la salle **17.09**.

Si le règlement est approuvé par la Cour supérieure, vous recevrez un avis pour vous informer du jugement d'approbation et de la méthode par laquelle les membres éligibles pourront réclamer leur compensation.

Quels sont vos droits et options ?

Ne rien faire : Si vous êtes un membre éligible, vous bénéficierez des compensations prévues dans le règlement suivant son approbation par la Cour. Vous n'aurez plus de réclamations personnelles contre les défenderesses Recy-Béton Inc. et Trans-Canada Crushing Ltd. découlant des allégations visées par l'action collective.

Vous exclure du règlement: Toutefois, si vous ne souhaitez pas bénéficier du règlement, vous pouvez vous exclure de l'action collective. Vous ne recevrez aucun bénéfice du règlement. Vous conserverez la réclamation personnelle que vous pourriez avoir à l'encontre des défenderesses Recy-Béton Inc. et Trans-Canada Crushing Ltd.

Il est important de noter que le fait de s'exclure ne vous assure pas d'obtenir plus et que les défenderesses Recy-Béton Inc. et Trans-Canada Crushing Ltd. pourraient faire valoir une défense à l'encontre de votre réclamation personnelle. En outre, si vous vous excluez, vous devriez savoir qu'il existe des délais juridiques stricts à respecter à l'égard de votre

réclamation personnelle. En vous excluant, vous assumez vous-même l'entière responsabilité de prendre toutes les mesures juridiques nécessaires à votre réclamation personnelle.

Si vous désirez vous exclure, vous devez faire parvenir à la Cour une lettre signée dans laquelle vous devez écrire (i) vos coordonnées (nom complet, adresse actuelle, adresse courriel et numéro de téléphone), (ii) que vous êtes membre du groupe, (iii) que vous voulez vous exclure et (iv) la raison de votre exclusion.

Vous devez soumettre votre lettre signée, au plus tard dans les 45 jours suivant le 8 juillet 2024, à l'adresse suivante:

Greffier de la Cour supérieure du Québec
Palais de justice de Montréal
1, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1R5
Dossier numéro: 500-06-00116-207

Une copie de votre lettre signée doit également être transmise aux:

Avocats de la représentante du groupe et du groupe:

LCM Avocats inc.
a/s M^e Anaïs Kadian
600 de Maisonneuve Ouest, bureau 2700
Courriel : akadian@lcm.ca
Téléphone: 514-375-2665
Télécopieur : 514-905-2001

Et aux avocats des défenderesses Recy-Béton Inc. et Trans-Canada Crushing Ltd.

Woods s.e.n.c.r.l.
a/s Me Marie-Louise Delisle et Me Érika Normand-Couture
2000, avenue McGill College, bureau 1700
Montréal, Québec, H3A 3H3
Courriel : mldelisle@woods.qc.ca
ecouture@woods.qc.ca
Téléphone : 514-370-2698
Télécopieur : 514-284-2046

Contester le règlement: Toutes les modalités et conditions du règlement ont été négociées de bonne foi entre les représentants du groupe, les avocats des représentants du groupe et du groupe et les avocats des défenderesses. En outre, les représentants et leurs avocats confirment que le règlement est dans le meilleur intérêt des membres du groupe. Bien que

vosre présence ne soit pas requise à l'audience portant sur l'approbation du règlement, vous avez le droit de faire des représentations à l'égard du règlement lors de cette audience, notamment pour approuver le règlement ou pour le contester.

Si vous souhaitez contester le règlement, vous devez faire parvenir à la Cour une contestation écrite et signée contenant (i) vos coordonnées (nom complet, adresse actuelle, adresse courriel et numéro de téléphone), (ii) une déclaration que vous désirez contester l'approbation du règlement, (iii) les raisons de votre contestation, en y incluant les pièces justificatives s'il y a lieu, et (iv) une indication de votre intention de vous présenter à l'audience sur l'approbation du règlement ainsi que le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de votre avocat(e) si vous êtes représenté par procureur .

Vous devez soumettre votre contestation écrite et signée, au plus tard 45 jours suivant le 8 juillet 2024, au Greffier de la Cour supérieure du Québec à l'adresse indiquée ci-dessus. Une copie de votre contestation écrite et signée doit également être transmise aux avocats des représentants du groupe et du groupe et aux avocats des défenderesses à leurs adresses respectives mentionnées ci-dessus. La contestation peut être faite au nom d'un seul membre du groupe ou au nom de plusieurs membres du groupe résidant à la même adresse.

Est-ce que les membres du groupe sont représentés par un avocat dans cette affaire?

Oui. LCM Avocats inc. représente les membres du groupe. Leurs coordonnées sont fournies ci-dessus. Ces avocats ne vous factureront rien. Si vous désirez être représenté par votre propre avocat, vous le pouvez à vos propres frais.

Cet avis et sa publication ont été approuvés et autorisés par la Cour supérieure du Québec.

ANNEXE A



Figure 4 Identification des résidences comprises dans les zones 1 et 2